

ÉTATS-UNIS
La croisade de Trump contre la Californie

PAGES 8-9

PHILOSOPHIE
Monaco à l'heure des secrets de famille

PAGES 20-22

Liberation

RACISTES, ANTISÉMITES, COMPLOTISTES... ET TOUJOURS AU RN

Lors des législatives de 2024, «Libé» identifiait 120 candidats tenant des propos en contradiction avec la volonté affichée par Marine Le Pen de dédiaboliser son parti. Un an plus tard, la plupart sont restés membres, d'autres ont même fait leur apparition.

PAGES 2-5



(PUBLICITÉ)

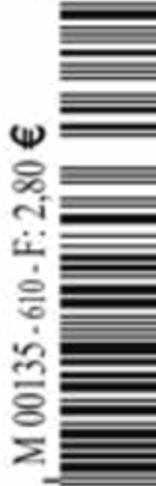
Le Crédit Mutuel donne le LA

FESTIVAL AMBERT
 WORLD DANCE & MUSIC FESTIVAL
 17. 18. 19 JUILLET 2025



JEU. 17 JULIEN DORÉ
VEN. 18 BEN MAZUÉ
SOLD OUT
SAM. 19 ROBIN SCHULZ...
 ... RILÈS • DANAKIL • CARAVAN PALACE
 ADÈLE CASTILLON • KO KO MO • THE RUMJACKS

ET PLUS DE 300 ARTISTES
 DANCES DU MONDE & DJ SETS



EDITORIAL

Par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Toxique

Souvenez-vous, le 5 juillet, *Libération* consacrait sa une à tous ces complotistes, antisémites et racistes qui se présentaient aux législatives sous l'étiquette du Rassemblement national. Mine de rien, cela en faisait un paquet et c'est sans doute cette alerte – ainsi que celles lancées par d'autres médias – qui a contribué à empêcher l'extrême droite d'entrer à Matignon. A l'époque, Jordan Bardella avait juré que ces «*brebis galeuses*», comme il les avait lui-même qualifiées, ne constituaient qu'une infime minorité et seraient prestement éjectées du parti. Près d'un an plus tard, nous avons voulu vérifier ce qu'il en était. Eh bien le résultat de notre enquête n'est pas beau à voir. Le RN a beau tenter de se donner des airs de respectabilité, quand on gratte un peu, la réalité est bien moins reluisante. Selon nos enquêteurs, près de 90 de ces «*brebis galeuses*» sont toujours membres du RN, dont une trentaine de parlementaires et une quinzaine d'élus au niveau municipal, départemental ou régional. Ce n'est pas rien.

On peut donc tenir des propos ouvertement racistes ou suprémacistes et continuer à siéger à l'Assemblée nationale. On en a malheureusement vu les répercussions possibles, il y a peu, quand Christophe B., dans une commune du Var, a tué son voisin tunisien de sang-froid dans un déchaînement de haine raciste après avoir posté des vidéos dont l'une au moins appelait à voter pour le RN.

Lors de la marche blanche en l'honneur de Hichem Mi-raoui, dimanche, beaucoup pointaient du doigt le climat politique toxique qui peut faciliter le passage à l'acte. L'extrême droite, c'est avéré, ali mente ou influence nombre de groupuscules ou individus violents. Et elle ne s'en cache pas. Lundi, près de Montargis (Loiret), Marine Le Pen était radieuse en entendant les propos flatteurs que lui adressaient ses amis Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, ou Matteo Salvini, vice-président du Conseil des ministres italien, deux hommes qui ne cessent de faire peser sur les immigrés, et surtout sur les musulmans, la responsabilité de tous les maux de l'Europe. ♦

RN

Les fâcheux

pas chassés

Un an après nos révélations sur les saillies xénophobes, antisémites ou complotistes de candidats du parti aux législatives, celui-ci n'a pas procédé au grand ménage promis. «Libé» fait le point sur le devenir de ces cadres.

Par **MAXIME MACÉ, NICOLAS MASSOL et PIERRE PLOTTU**

Un cadre du Rassemblement national peut-il le rester après avoir déclaré boycotter les magasins Carrefour parce qu'ils refusent de diffuser l'hebdo *Rivarol*, antisémite et négationniste? La réponse est oui. Preuve en est le parcours de Christian Pérez, qui a tenu ces propos en 2021 sur le réseau Twitter, avant d'être investi par le parti lepéniste dans la 8^e circonscription du Finistère lors des élections législatives de l'été 2024. Un an plus tard, l'homme, qui avait aussi comparé les joueurs de la «pseudo équipe de France» de football à «des clandestins» sur Facebook en novembre 2022, est toujours présent dans la presse locale comme le patron du RN à Concarneau. Il est même pressenti pour porter les couleurs du mouvement lepéniste dans la ville lors des municipales 2026.

Un an après la dissolution de l'Assemblée, *Libé* s'est penché sur le devenir des près de 120 candidats RN dont nous avions révélé les propos racistes, antisémites ou complotistes, et qui ont largement contribué à faire capoter la marche sur Matignon du parti à la flamme. Ce sont les fameuses «*brebis galeuses*», selon le terme alors choisi par le RN pour minimiser le phénomène. Dans son autobiographie parue en novembre, *Ce que je cherche* (Fayard), le président du RN, Jordan

Bardella, avait, contre l'évidence, ramené le phénomène à «une dizaine de candidats investis dans des circonscriptions moins favorables». Il avait cependant promis que sa «main ne tremble[rait] pas» au moment sanctionner les intéressés.

SILENCE OBSTINÉ

Qu'en est-il vraiment? S'en assurer n'est pas simple, nombre de ces anciens candidats faisant désormais profil bas sur les réseaux sociaux, quand ils n'ont pas carrément fermé leurs comptes. Mais à l'issue de notre enquête, un constat s'impose: une grande majorité d'entre eux continuent de militer au RN, voire d'y occuper des responsabilités administratives ou électives. Selon nos recherches, près de 90 de ces «*brebis galeuses*» sont toujours membres du RN, dont une trentaine de parlementaires (députés ou eurodéputés) et une quinzaine d'élus au niveau municipal, départemental ou régional. Le reste se partage entre cadres locaux et simples militants.

Nous avons retrouvé la trace de seulement cinq exclusions formellement prononcées par le RN; une autre de ces personnes est morte, et huit semblent avoir renoncé à la politique active. Sur une vingtaine de cas, *Libé* n'a pas pu obtenir d'informations, notamment en raison du silence

obstiné que la direction du parti et ses fédérations locales ont opposé à nos questions et nos nombreuses relances. Mauvaise conscience?

Les exemples d'impunité sont nombreux. L'ex-candidate dans la 3^e circonscription de Haute-Garonne Stéphanie Alarcon avait été remarquée pour avoir dit en 2022: «*Leur Coran est un code civil contraire au nôtre, deux codes civils ne peuvent coexister ensemble, impossible.*» En ligne, elle continue de se présenter comme responsable RN dans la circonscription, ce que n'ont démenti ni le parti ni la fédération locale, qui n'ont pas donné suite à nos questions. Il en va de même pour la candidate en 2024 dans la 2^e circonscription de l'Ariège Michèle Alozy, qui disait militer «pour une France épurée et sécurisée» et continue à diriger la section de Pamiers, selon ses comptes Facebook et Instagram cumulant plusieurs milliers d'abonnés.

Jean-Yves Le Boulanger semble lui aussi être passé entre les gouttes.

Candidat l'an passé dans la 5^e circonscription des Côtes-d'Armor, il devait pourtant être convoqué devant la commission des conflits du RN dès le mois de juillet. Motif: l'homme s'était défendu à la radio pendant la campagne d'être «facho», car il n'avait «pas écrasé» un «curé de couleur» qui



avait bénit sa moto. Peut-être parce qu'il a présenté ses «*sincères excuses*», l'homme semble toujours en cours au sein du RN breton. Il apparaissait en janvier parmi le petit cercle accompagnant l'eurodéputé RN Aleksandar Nikolic en déplacement dans la région. Ironiquement, ce dernier avait été désigné par Jordan Bardella pour faire le ménage dans les fédérations. Son rapport, rendu à l'automne à la direction du parti, n'a jamais été rendu public.

Autre cas : celui de Maïtéy Pouget, alors opposée à François Hollande dans la 1^{re} circonscription de la Corrèze. La candidate avait déclaré un matin, face à une caméra de LCI, sur le marché de Brive-la-Gaillarde, que la France commençait «à être envahie» par l'immigration, mais pas «à cette heure-là» car «ils [les immigrés] dorment». Si elle est depuis très discrète en ligne, la Montagne révèle qu'elle pourrait bien être candidate dans la sous-préfecture aux municipales.

«*J'ai dit ce que je pensais! Je n'ai pas eu de retour du siège de Paris*», a-t-elle expliqué à nos confrères.

Quant à Isabelle Dupré (2^e circonscription du Puy-de-Dôme), elle s'était distinguée par de multiples dérapages racistes sur Facebook. A quoi elle avait ré-

Suite page 4



LIBÉRATION
du 5 juillet 2024



A Mormant-sur-Vernisson, lundi.

Dans le Loiret, Marine Le Pen star réac européenne

Matteo Salvini, Viktor Orbán, Andrej Babis, Santiago Abascal... Lundi, le Rassemblement national organisait près de Montargis un grand meeting avec les dirigeants de partis alliés du continent.

Quand le Rassemblement national est en campagne et a besoin de se dédouaner des déclarations trop douteuses de ses alliés européens, Marine Le Pen compare son groupe au Parlement de Strasbourg à un «règlement de copropriété». «On se met d'accord sur les règles et chacun fait à peu près ce qu'il veut dans son logement», disait, début 2024, la leader d'extrême droite après la ré-

vélation que plusieurs cadres du parti ami d'alors, Alternative für Deutschland (AfD), avaient participé à une réunion secrète pour discuter de la «remigration» des «citoyens allemands non assimilés». Un an et demi plus tard, l'image a bien changé. «Ce groupe est uni comme les doigts de la main [...] par une vision commune de la vie et du monde», susurrerait désormais la même, lundi au meeting des Patriotes pour l'Europe (PFE), à Mormant-sur-Vernisson, à côté de Montargis, dans le Loiret.

Devant quelque 5000 sympathisants rassemblés sur le terrain d'une grosse exploitation céréalière, Le Pen n'avait que des mots de miel pour ses alliés européens, venus en force. Dix patrons de partis ou élus parmi lesquels le Premier ministre hongrois, Vik-

tor Orbán, l'ex-président du gouvernement tchèque, Andrej Babis, le copain de toujours Matteo Salvini, ou le patron espagnol de Vox, Santiago Abascal, nouveau venu aux côtés du RN. L'idée étant de produire une démonstration de force, un an jour pour jour après les européennes dont Jordan Bardella était sorti grand vainqueur en France, avec 31,37% des voix et 30 élus.

Comics. Le décor choisi – un terrain sans charme encadré par deux hangars au milieu des champs de céréales de la campagne plate du Gâtinais – évoque plutôt les comicss agricoles qu'une réunion de chefs d'Etats. Des stands de nourriture, des tireuses à bière et un groupe de reprises mi-rock mi-variété donnent à l'ensemble une atmosphère

de kermesse populaire. On sent tout de même qu'il y a plus d'argent que d'ordinaire: c'est l'Europe qui paie, comme le rappelle au bas de l'écran, la phrase, contractuelle dans ce genre de manifestation: «patriots.eu [le PFE, ndlr] est partiellement financé par le Parlement européen et est le seul responsable de cet événement.»

Si chaque intervenant n'a pas manqué de comparer l'UE aux pires dictatures – ici, l'Union soviétique, là un «Empire» «totalitaire» – nul n'a semblé chagriné par la manne qui finance le meeting et, en général, le train de vie des élus européens. En plus de l'enveloppe généreuse allouée à chaque eurodéputé et du budget non négligeable dont dispose le groupe, l'UE subventionne aussi une fondation des

Patriotes pour l'Europe ainsi qu'un parti. Les délégations nationales se partagent le magot: le RN tient les rênes du groupe; les Hongrois ont la main sur la fondation et les Espagnols détiennent le parti, qui régale tout le monde lundi.

Tous ces avantages feraienpresqueoublierlesdifférences de lignes. Impossible de trouver une âme frontiste prête à s'émouvoir des manœuvres d'Orbán pour interdire la pride à Budapest fin juin, par exemple. Et ce alors que le RN justifie depuis longtemps son rejet de l'immigration et de l'islam

par son souci de la protection des minorités sexuelles. La nuance n'est pas de sortie. «Ils veulent que nous élevions des enfants qui ne savent pas s'ils sont des garçons ou des filles», fustige la Grecque Afroditi Latinopoulou, du parti Voix de la raison, par ailleurs opposée à l'avortement. «Nous savons que le cœur de chaque nation c'est la famille et le cœur de chaque famille, c'est la mère», abonde Susanne Fürst, membre du Conseil national d'Autriche.

«Echange». Côté racisme, l'Estonien Martin Helme, patron du parti Ekre, s'en prend au principe de l'assimilation, estimant que les immigrés «ne pourront jamais être des nationalistes français»: «Etre un nationaliste français veut dire que la France est dans vos os et que les os de vos ancêtres sont en France.» Quant à Orbán, non content d'avoir reçu la patronne de l'AfD la semaine dernière à Budapest – ce parti avec lequel le RN assure avoir rompu –, il dénonce à la tribune «un échange organisé de populations pour remplacer le socle culturel de l'Europe», dans une allusion à la théorie du «grand remplacement». D'ailleurs, poursuit le Hongrois, «les migrants qui ont envahi le pays étaient protégés et financés par [George] Soros et Bruxelles».

Pas de quoi rider le front de Marine Le Pen. C'est bien elle qui était à l'honneur lundi, unique cheffe du RN, présentée par Orbán comme «votre présidente» aux militants, portée aux nues par Salvini qui en profite pour rabaisser Jordan Bardella – responsable de l'ostracisme du général Vanacci, écarté du poste de vice-président du groupe; et coupable de mots trop doux pour Giorgia Meloni, la concurrente italienne.

Bardella, lui, n'aura pas un mot pour sa «seconde maman». Si les deux têtes frontistes ont surjoué la complicité, l'épisode ne saurait faire taire la petite musique de la cacophonie. Malice ou provocation, la fille de Jean-Marie Le Pen s'est même fait bombarder «présidente d'honneur» du partie européen. Comme son père, nommé au même poste au Front national après avoir laissé la présidence à sa fille. L'affaire s'était mal terminée.

NICOLAS MASSOL
Envoyé spécial à Mormant-sur-Vernisson (Loiret)
Photo STÉPHANE LAGOUTTE. MYOP



Suite de la page 2 pondus, provocante, qu'elle «arrêterait l'humour raciste» en cas d'élection. La direction du RN a examiné son cas et n'a pas pris de sanction. Selon Edwige Diaz, en charge de l'implantation locale du RN, ces deux cas relèveraient «de la bêtise, de la naïveté, de l'incompréhension ou de l'humour pas vraiment drôle». Nous voilà rassurés.

ALLIÉS À L'ASSEMBLÉE

A l'Assemblée, il y a aussi cette grosse louche – environ un cinquième du groupe RN – de députés auteurs notamment de propos problématiques, mais toujours en odeur de sainteté dans leur groupe. Comme Christophe Bentz (1^e circonscription de la Haute-Marne), auteur, en 2011, de l'ouvrage *Décrypter l'antiracisme en une heure*, dans lequel on pouvait lire: «Réhabilitons la race pour restaurer la liberté de penser», car «distinguer les races est un travail de bon sens accessible à tous et nécessaire à certains débats». Il conteste auprès de Libé tout racisme et n'a fait l'objet d'aucune sanction. Pas plus que Monique Griset (1^e circonscription des Bouches-du-Rhône) qui expliquait sur Facebook à propos de Gims, le très populaire chanteur de nationalité congolaise: «Qu'il retourne de là où il vient, qu'il amène toute sa tribu avec lui. Qu'il aille traire la chèvre, ça nous fera des vacances.» Ou Serge Muller (2^e circonscription de Dordogne), qui a comparé lors de son dernier mandat les violences conjugales à des «problèmes de voisinage». Tous siègent tranquillement dans le groupe RN.

Au Palais-Bourbon, les lepénistes peuvent aussi compter sur leurs trois alliés du petit parti Identité-Libertés, fondé par Marion Maréchal. Il y a la députée de la 1^e circonscription du Val-d'Oise Anne Sicard, dont Libé a révélé le passé de cadre dirigeante du principal think tank de la mouvance identitaire, l'institut Iliade. Un mouvement qui s'inscrit dans la galaxie suprémaciste française et s'est notamment donné pour mission la lutte contre le «grand remplacement». Très bien intégrée au groupe RN à l'Assemblée, elle siège en «apparentée» sur les mêmes bancs et assiste aux réunions hebdomadaires des lepénistes.

Parmi les cinq exclusions formellement prononcées par le RN, il y a celle de Ludivine Daoudi, investie dans la 1^e circonscription du Calvados, puis exclue pour avoir posé avec une casquette militaire nazie. Il fallait au moins ça... Autre cas: celui de Marie-Christine Parolin, conseillère régio-

FRONTAL

Libération renforce sa couverture de l'extrême droite. Chaque mardi, dans notre newsletter «Frontal», retrouvez enquêtes, reportages et indiscrets, par notre cellule de journalistes spécialisés. Pour s'inscrire : libe.fr/frontal

nale d'Occitanie, investie par le parti dans la 2^e circonscription de l'Aveyron et qui, lors d'un débat radiophonique, avait répondu «tout à fait» à un adversaire qui l'accusait de vouloir remplacer la devise nationale par celle de Vichy: «Travail, famille, patrie.» Si ce «dérapage» était connu avant le premier tour, le parti a prudemment attendu sa défaite au second pour sévir: Parolin a raconté à un blog d'extrême droite avoir été sortie du groupe RN au conseil régional d'Occitanie mi-juillet puis «convoquée en commission des conflits» début septembre. Quelques jours plus tard, elle recevait une courte lettre lui annonçant son exclusion. Parmi les trois autres exclusions identifiées, l'exemple de Daniel Grenon est particulier. Il a été exclu mi-octobre après avoir déclenché un tollé pour avoir affirmé que des «Maghrébins» sont «arrivés au pouvoir en 2016» et que «ces gens-là n'ont pas leur place dans les hauts lieux». Des propos réaffirmés maladroitement en avril lors de son procès pour injures racistes et appel à la discrimination (il a fait appel de sa condamnation). Néanmoins réélu en juillet député de la 1^e circonscription de l'Yonne, Grenon siège désormais parmi les non-inscrits. Ce qui n'empêche pas ses ex-camarades de l'applaudir chaleureusement quand il prend la parole dans l'hémicycle et de voter certains de ses amendements, comme Libé a pu le constater en octobre. Il faut dire qu'un certain arbitraire a présidé au ménage frontiste. Pourquoi Grenon a-t-il subi les foudres de la commission de discipline et pas son collègue Roger Chudeau, qui avait très raciste considéré que la nomination de Najat Vallaud-Belkacem avait posé un «problème de double loyauté» et préconisé que «les postes ministériels [devraient] être détenus par des franco-français, point final»?

La purge annoncée n'a donc pas eu lieu. Ce n'est pas une surprise car, de

très longue date, chaque scrutin a vu le RN présenter des candidats épinglez pour leur racisme, leur complotisme et leur antisémitisme. Et nos précédentes enquêtes sur les cadres locaux du parti auteurs de propos semblables n'avaient pas provoqué de réaction apparente de la part du parti.

PEUR DU SCANDALE

De même, à de rares exceptions près, la plupart des collaborateurs parlementaires dont Libé, notamment, a dévoilé l'engagement radical sont toujours en poste. Ou n'ont été remerciés qu'à la suite de plusieurs articles de presse, à l'instar de Raphaël Ayma. Ce cadre d'un groupuscule néofasciste du sud-est avait, après un premier stage à l'Assemblée, participé à la campagne varoise du député Philippe Schreck, en 2024, avant d'être embauché comme son assistant parlementaire. Totallement intégré à l'appareil frontiste, le jeune homme n'a pas compris son licenciement après un article de Libé rappelant sa participation à une conférence du cercle Léon Degrelle – du nom d'un nazi belge. Pourquoi maintenant? Incompréhension partagée par plusieurs députés RN interrogés.

Plus qu'une volonté sincère de nettoyer ses arrière-boutiques, c'est surtout la peur du scandale qui semble motiver les rares actions entreprises.

Un assistant parlementaire du Parlement européen, mis en cause par un article et immédiatement renvoyé par sa députée, s'est vu recasé chez un autre la semaine suivante. Un autre assistant parlementaire, Ghislain Dubois, soupçonné de faux et de harcèlement sexuel, vient d'être, lui, discrètement embauché par le groupe RN à Bruxelles, un poste bien moins exposé mais tout aussi bien rémunéré.

Ce petit système a la vie dure : quand, en 2019, un cliché de Guillaume Pradoura – ancien collaborateur de Nicolas Bay –, déguisé en caricature antisémite, a fuité dans la presse, le RN l'a tout naturellement refilé à ses alliés allemands de l'époque de l'AfD. A se demander finalement où finit l'exception et où commence la règle? ◆

LIBÉ.FR

«La menace fasciste devient tellement énorme qu'on se doit d'être là» Lire notre autre reportage dans le Loiret, où la gauche s'est rassemblée pour s'opposer à Le Pen et Orbán.



Lors du grand meeting organisé par le RN dans le Loiret, lundi.

CERTAINES DES «BREBIS GALEUSES» DU RN



Maïtéy Pouget. A. ROBERT. SIPA



Christian Pérez. DR



Monique Griset. DR



Thibaut de La Tocnaye. DR



Stéphanie Alarçon. DR



Isabelle



PHOTO STÉPHANE LAGOUTTE. MYOP

Plus jamais ça ? «Libé» a trouvé de nouveaux moutons noirs au RN

Malgré des scandales à répétition, des figures du Rassemblement national continuent de s'illustrer en ligne par leurs propos racistes.

Une élection qui apporte son lot de candidats épinglez pour des propos racistes, c'est un classique au Rassemblement national. «Plus jamais ça», jurent à chaque fois les cadres du parti, quand ils prennent la peine de réagir, puis... rien. Depuis la débâcle des législatives, les parlementaires Julien Odoul et Aleksandar Nikolic ont bien été missionnés pour faire la chasse aux «brebis galeuses». Et il y a du boulot, a constaté Libé, qui révèle de nouveaux cas problématiques parmi les cadres et élus du parti.

Les mosquées explosées, «c'est comme ça que je les aime»

La députée RN Edwige Diaz, interrogée par la Montagne sur le devenir des «brebis galeuses» au sein de son parti, avait expliqué que certains cas ne relevaient que «de la bêtise [...] ou de l'humour pas vraiment drôle». Est-ce le cas pour **Elvis Bonnet**, cadre du RN de la Loire, et **Julio Pichon**, représentant le parti à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique)? Le 17 avril, les deux hommes «aimaient» un message publié sur Facebook par une femme qui se présente comme une adhérente RN et qui arbore une croix celtique néofasciste sur sa photo de profil. L'image représentait l'explosion d'un bâtiment lors d'un bombardement avec, pour légende: «Moi les mosquées c'est comme ça que je les aime! lol.» Elvis Bonnet a réagi avec un emoji «mort de rire». Si la fédération RN de Loire-Atlantique n'a pas répondu à nos sollicitations concernant Pichon, le patron de la fédération de la Loire, Cotentin Jousserand, a répondu «ne tolér[er] aucune forme de haine ou de violence» et «sanctionn[er] systématiquement le cas échéant». Bonnet, poursuit le même, avait deux comptes Facebook et aurait été victime du piratage de l'un d'eux. L'intéressé «nie» donc «avoir aimé cette publication». Sur son autre compte, Bonnet est pourtant toujours «ami» avec l'autrice du montage, dont les propres affinités pointent vers l'ultranationalisme et la nostalgie de Vichy.

Un massacre ? Quel massacre ?

Tête haute et yeux bien fermés, **Patrick Yvars** nie publiquement le massacre des manifestants algériens du 17 octobre 1961 par la

police française. Une page noire de l'histoire française qui a été reconnue jusque par la présidence de la République, depuis un discours de François Hollande en 2012. Que nenni, répond Yvars, «commissaire divisionnaire honoraire fidèle à la mémoire de Jean-Marie Le Pen» qui est également délégué départemental adjoint du RN des Hauts-de-Seine, selon le site de ladite fédération, et conseiller régional Ile-de-France du parti.

Dénonçant un «énorme mensonge», le cadre lepéniste ne reconnaît que «3 morts (dont un Européen) aux abords du parcours», et «pas imputables à la police». Sur X, il qualifie de «traîtres» qui «défend[ent] le FLN» ceux qui observent que son discours va à l'encontre de la vérité historique. En avril 2024, cet obsédé de l'islam écrivait aussi: «Nous n'avons jamais dit que l'islam était compatible avec la France. Vous confondez la République avec La France.» C'est plus clair. Patrick Yvars n'a pas répondu à nos questions.

Fan de Maurras et de Pinochet

Le député apparenté RN **Thibaut Monnier** aime bien les éphémérides. Il les choisit avec soin sur son compte X pour rendre hommage aux figures qui l'inspirent. Par exemple l'antisémite Charles Maurras, maître à penser du mouvement royaliste Action française. Mais aussi le dictateur chilien Augusto Pinochet, dont il prend soin de souligner qu'il était «d'origine française» et que «l'un de ses oncles est camelot du roi». Contacté, le député affirme que ces publications sont «dénouées de tout message laudatif» et, rappelant qu'il s'est livré à l'exercice de l'éphéméride à 48 reprises «entre 2020 et 2023», assure que celles-ci «ne peuvent ni ne doivent être interprétées comme un quelconque hommage à l'endroit des deux personnalités évoquées et encore moins une adhésion à leurs thèses politiques». Qu'il n'évoque pas, dans ses publications, l'antisémitisme de Maurras ou les milliers d'opposants de gauche qui furent torturés et exécutés pendant le règne de terreur de Pinochet relève donc du bête oubli.

Des «likes» Facebook très discutables

Fils d'un des auteurs de l'attentat du Petit-Clamart, ancien combattant dans les phalanges chrétiennes au Liban, **Thibaut de la Tocnaye** a dirigé de 2017 jusqu'à récemment la formation des cadres du RN à la tête de l'Institut de formation des élus locaux. Est-ce pour trouver l'inspiration qu'il suit sur son compte

Facebook des pages comme celle des éditions Chiré ou «Vigilance halal»? Il n'a pas répondu à nos questions. Si la seconde est un repaire d'islamophobes compulsifs, les premières sont connues pour leur catalogue allant des pamphlets négationnistes de Robert Faurisson aux écrits de nostalgiques du III^e Reich et autres anthologies des discours de Hitler. Sans oublier le pire de l'antimaçonnisme et du racisme biologique.

Un soralien sur le retour

Sur son compte X, **Thomas Jorand**, délégué du Rassemblement national de la jeunesse (RNJ) en Savoie, observe une remarquable discipline. Peu de posts écrits de sa main, beaucoup de retweets de la communication officielle du parti. Tout ceci fleure bon l'école Pierre-Romain Thionnet, le rigide patron du RNJ. En fouillant un peu dans son histoire apparaissent toutefois ses louanges à l'antisémite Alain Soral, peu en odeur de sainteté dans son ancien parti. En 2020, Jorand expliquait que son livre préféré était *Comprendre l'empire*, pavé complotiste et antisémite de Soral. En juillet 2021, il répondait au journaliste Frédéric Haziza qui dénonçait une pancarte antisémite dans une manifestation anti-pass sanitaire par un «QUI?», une référence antisémite rendant les juifs responsables de la pandémie et de la politique vaccinale. Contacté, Jorand a préféré ne pas répondre.

Bonus: elle n'a pas retenu la leçon

Pour avoir lancé sur Facebook, à propos du chanteur de nationalité congolaise Gims: «Qu'il retourne de là où il vient, qu'il amène toute sa tribu avec lui. Qu'il aille traire la chèvre, ça nous fera des vacances», la députée RN **Monique Griset** (première circonscription des Bouches-du-Rhône) a fait scandale pendant les législatives de 2024. Mais l'élue, qui n'a pas répondu à nos sollicitations, a échappé au pseudo grand nettoyage alors promis par le RN, et reste abonnée sur Facebook à des pages au contenu particulièrement radical. Comme celles du blog raciste la Lettre Patriote, du youtubeur Vincent Lapierre qui s'est fait connaître chez l'antisémite Alain Soral ou encore du complotiste radicalisé Oliv Oliv. Sans oublier celle intitulée «Immigrations, nouvel ordre mondial», qui oscille entre relais de la fachosphère, propagande pro-Kremlin caricaturale et conspirationnisme délirant. Le temps ne fait décidément rien à l'affaire.

MAXIME MACÉ et PIERRE PLOTTU



EDITOS /

Le drame socialiste: mais où sont passées les idées?

Par **SERGE JULY**
Cofondateur de «Libération»

Les origines du mouvement socialiste français remontent à après 1830. Ce retard sur les autres grands pays du continent serait dû à une industrialisation tardive. Les pays du nord de l'Europe ont développé des partis de masse et un modèle social-démocrate lié au mouvement syndical. Si le parti socialiste français a fêté en 2005 son centième anniversaire, c'est parce que la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) avait vu le jour en 1905 à partir de la réunion-fusion de plusieurs courants socialistes, alliant ouvrières et réformistes, dont ceux de Jules Guesde et Jean Jaurès.

A partir de 1920 et la scission du congrès de Tours, la SFIO doit rivaliser avec un Parti communiste concurrentiel, dont la naissance est consécutive à la révolution d'Octobre en Russie. Il faudra attendre 1936 pour que les socialistes et les communistes défilent ensemble. Face aux fascismes naissants, l'Internationale communiste, depuis Moscou, avait eu dans les années 20 la pire des stratégies: «classe contre classe», les socialistes étaient tous traités de sociaux traîtres. Elle change de stratégie lors de son septième congrès de 1935 et défend désormais l'union de la gauche, avec les socialistes, les communistes et des radicaux dans une alliance qui s'appelle le Front populaire. Les socialistes gouvernent, et les communistes soutiennent de l'extérieur. Socialistes et communistes se retrouvent dans la résistance, après la rupture du pacte germano-soviétique, puis à la Libération, dans le gouvernement provisoire du général de Gaulle. Sous la IV^e République, les socialistes sont atlantistes, proeuropéens quand le Parti communiste (époque stalinienne) est dominant à gauche et dans la classe ouvrière. Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO, dirige des gouvernements dits de troisième force, qui mènent des guerres coloniales insupportables (Indochine et Algérie). Les socialistes s'effondrent à la présidentielle provoquée par la démission du général de Gaulle.

Le renouveau a lieu au congrès d'Epinay, en 1971, où François Mitterrand, face à Guy Mollet, impose sa stratégie d'union de la gauche, qu'il joue gagnante face au Parti communiste français (PCF). Plusieurs générations politiques se rassemblent alors autour du Parti socialiste (PS). Pendant cette période, Mitterrand va profiter de l'effondrement du communisme provoqué par les révélations sur le stalinisme et sur le goulag, et la crise économique de l'Union soviétique, malme-

née par la course aux armements. Simultanément, le PS hérite de l'explosion culturelle de la jeunesse ouvrière et de la jeunesse universitaire de 1968, ainsi que des générations qui y ont pris part.

A l'inverse, la puissante société communiste avec ses municipalités, ses banlieues rouges et son énorme tissu associatif qui en dépendait, tout cet ensemble va s'effondrer: le PCF a perdu d'élection en élection ses positions électorales et en grande partie sa raison d'être marxiste. François Mitterrand en a profité mais il n'y est pour rien: le prolétariat sous sa forme léniniste est en train de disparaître des écrans.

La classe ouvrière qui devait transformer le monde se fait peu à peu éclipser par les employés et les cadres: les ouvriers ne féderent plus la société dans sa totalité jusqu'à être marginalisés, et le PCF devient une sorte de groupuscule. Après la défaite de Lionel Jospin à la présidentielle face à Jacques Chirac, en 2002, le PS doit se réinventer avec une nouvelle donne. Comme ce fut le cas avec Jaurès, avec Blum, puis avec Mitterrand, au risque de disparaître à nouveau.

Réinventer le PS, cela suppose la mobilisation de plusieurs think tanks, avec des bataillons d'intellectuels, de chercheurs, d'enquêtes sur le terrain. On aurait pu penser que cette mobilisation serait l'enjeu du scrutin qui vient d'avoir lieu sur le mot d'ordre un peu court «pourquoi changer une équipe qui fait ce qu'elle peut». Le risque, c'est que les désaveux électoraux se multiplient, comme ce fut le cas en 2005 avec le référendum sur le traité constitutionnel européen. Le PS alors s'était entrouvert: en 2006, ils étaient presque 180 000 adhérents à participer à la désignation de la candidate socialiste à la présidentielle, Ségolène Royal. Dix-huit ans et un quinquennat Hollande plus tard, ils étaient la semaine dernière plus de 20 000 votants. A ce rythme-là, les réunions finiront par avoir lieu dans une cabine téléphonique.

Pour repenser le PS, il faut une volonté collective, tous courants confondus, mobiliser des militants d'aujourd'hui et une grande partie des anciens, affronter les sujets difficiles qui angoissent nos concitoyens. Il y a l'embarras du choix, en France, en Europe et dans le monde. Si une direction collégiale est le seul moyen pour réfléchir, pour enquêter, pour partager des idées, alors il faut le tenter. Les idées, les propositions d'abord, les candidatures beaucoup plus tard. Le problème du PS ce n'est pas la désignation de son candidat à la présidentielle - il y en aura de toutes les manières trop - mais les idées neuves, et là c'est le vide. On les attend avec impatience. ◆



Alcaraz-Sinner, la finale dont le tennis avait besoin

Par **ROMAIN MÉTAIRIE**
Journaliste au service Actu

Sacré rideau que celui tiré sur cette quinzaine de Roland-Garros. Le chef-d'œuvre dont on rêvait en secret, qu'on imaginait sans penser qu'il puisse se transposer dans la réalité d'un court en terre battue. Lundi, les superlatifs se sont superposés les uns aux autres dans les écrits de presse français et internationaux, pour tenter de raconter l'incroyable. Cette victoire en apothéose de Carlos Alcaraz face à Jannik Sinner (4-6, 6-7, 6-4, 7-6, 7-6), à l'issue d'une odyssée des plus romanesques.

Tout y était: deux super-héros magnifiques, Jannik Sinner et Carlos Alcaraz, les numéros 1 et 2 mondiaux, 23 et 22 ans. Chacun invaincu en finale de Grand Chelem. Un premier duel à mort, donc, entre deux

ambassadeurs du tennis. La fougue de l'Espagnol contre le flegme de l'Italien. Le chaud contre le froid. Le showman contre la machine. L'audace face à la mécanique. Chacun y a trouvé son compte, dimanche, que ce soit dans les travées du court Philippe-Chatrier, transformé pendant cinq heures et vingt-neuf minutes en arène suspendue, hors du temps. Ou bien devant sa télé, que certains réfractaires ont fini par allumer en début de soirée, prenant soudainement conscience que ces deux-là étaient en train de ferrailleur à des hauteurs impossibles: 9,5 millions de téléspectateurs ont regardé la balle de match. Plus que la finale Nadal-Federer de 2011. Confirmant l'embellie nouvelle, après qu'une Française que personne ne connaît, Loïs Boisson, a drainé 6,4 millions de suiveurs pour sa demi-finale (lire son portrait page 28). Du ja-



Carlos Alcaraz et Jannik Sinner après la victoire de l'Espagnol dimanche, en finale de Roland-Garros.
PHOTO DIMITAR DILKOFF AFP

Vingt millions par an pour le nouveau boss de Stellantis: l'indécence sans borne

Par
JEAN-CHRISTOPHE FÉRAUD
Chroniqueur économique

Mille années de smic: c'est devenu le salaire de référence des big boss du CAC40. Et la norme de l'indécence pour tous ceux qui se demandent sur quelle planète vivent ces êtres surnaturels dont le travail peut valoir mille fois le leur. On a appris vendredi que le nouveau patron de Stellantis, Antonio Filosa, 51 ans, allait gagner jusqu'à 23 millions de dollars par an, 20 millions d'euros, d'ici 2028. Choisi pour remplacer Carlos Tavares à la tête du constructeur automobile, le Napolitain prendra ses fonctions le 23 juin. Et sa rémunération dorée sur tranche n'est plus un secret: elle figure à l'ordre du jour de l'AG extraordinaire de Stellantis prévue le 18 juillet.

Vingt millions d'euros? Ramenons ce montant stratosphérique sur la planète Terre: c'est l'équivalent de 925 années de smic brut et 1168 années de smic net. Soit près de 55 000 euros par jour, alors que le revenu annuel médian des Français atteint péniblement les 24 000 euros selon l'Insee. Le salaire annuel moyen d'un salarié de Stellantis représente, lui, 64 328 euros, mais dans cette moyenne le groupe met dans le même panier ouvriers spécialisés et super cadres dirigeants.

Durant ses quatre ans de règne, Carlos Tavares, 66 ans, aura touché plus de 100 millions d'euros... dont 35 millions de «parachute doré» pour adoucir sa vie de jeune retraité au Portugal. Et les 20 millions promis à Filosa représentent un plafond «dans le meilleur des scénarios», s'empresse de préciser un porte-parole de Stellan-

tis. En clair, il faudra que

les actionnaires soient satisfaits de ses résultats. Mais à votre avis, qui va payer l'addition de la performance du patron? Pour justifier son salaire extraterrestre, Tavares a supprimé des dizaines de milliers d'emplois à travers le monde... avec le succès relatif que l'on sait.

Paié 36,5 millions d'euros en 2023 et encore 23 millions en 2024, le «*psychopathie de la performance*» aura surtout envoyé dans le mur le géant automobile né de la fusion entre PSA Peugeot-Citroën et Fiat-Chrysler.

En 2024, le bénéfice net de Stellantis a plongé de 70%. Et la courbe de ses ventes de voitures n'en finit plus de

piquer du nez: elle était encore en baisse de 14% au premier trimestre, après -17% l'an dernier. Et si le tout secteur automobile est dans le rouge, en bonne partie en raison des centaines de milliards d'euros investis dans la voiture électrique, Stellantis est en plus mauvaise posture que Toyota ou Volkswagen.

Antonio Filosa ne gagnera lui «que» 3,8 millions de dollars en 2025 et 4 millions en 2026, souligne Stellantis. Mais c'est bien sûr sans compter les bonus, actions «de performance» et autres «rémunérations de long terme» dont le dirigeant pourra se gaver. La mission

Vingt millions d'euros?
C'est l'équivalent de 925 années de smic brut et 1168 années de smic net.
Soit près de 55 000 euros par jour.

de Filosa s'annonce difficile, voire impossible: le groupe aux seize marques doit faire face au plongeon de ses ventes en Europe et aux Etats-Unis, à la concurrence des constructeurs chinois, aux futures normes zéro émissions, aux droits de douane de Trump... Alors il se dit déjà qu'il va prendre des décisions «difficiles»: fermeture d'usines en France (Douvres et Poissy seraient menacées) et en Italie, cession des marques non rentables (Opel, Lancia ou Alfa Romeo sont dans le viseur), voire fusion avec un autre constructeur (même si les rumeurs mariant Stellantis et Renault ont été démenties)... Le nouveau boss n'exclut rien.

Comme Tavares, Filosa est sûr de gagner des dizaines de millions, même s'il se plante, même s'il est viré dans trois ans. Ce sont toujours les mêmes qui paieront la note: ceux qui s'entendent répondre «*coût du travail*», «*charges insoutenables*», «*compétitivité*» à la moindre demande d'augmentation, ceux dont l'emploi disparaît au premier revers de fortune. Paié «seulement» 260 smic par mois, soit 5,5 millions d'euros cette année, le directeur général de Renault a bien résumé le séparatisme hors-sol des superstars du capitalisme: bousculé lors de son audition à l'Assemblée début février, Luca de Meo avait rétorqué: «*Moi je travaille soixante, soixante-dix, quatre-vingt heures par semaine. Vous pensez que je dors la nuit?*» Comme si une femme de ménage ou une assistante maternelle dormait comme un bébé quand elle ne sait pas comment elle va pouvoir payer son loyer et nourrir ses enfants. Comme si les petits artisans ou les agriculteurs pouvaient se contenter des trente-cinq heures pour survivre. ◆

mais-vu pour un match féminin depuis 2000.

Du reste, Carlos Alcaraz et Jannik Sinner ont offert un monument dont on savait, avant même le super-tie-break du cinquième set, qu'il serait à ranger parmi les ouvrages de référence. On parle d'une catégorie vraiment à part. D'une poignée de classiques: le Borg-McEnroe 1980 à Wimbledon, le Nadal-Federer 2008 encore à «Wimb», le Djokovic-Nadal 2012 à Melbourne, le Federer-Nadal 2017 à l'Open d'Australie, le Federer-Djokovic 2019 toujours à Wimbledon. Ni plus ni moins. Le mieux est d'écouter leurs plus illustres pairs. Citons-en deux: «*Le niveau du tennis en ce moment est le plus élevé que j'ai jamais vu*», authentifie John McEnroe, sept Majeurs. Le double finaliste à Roland, Alex Corretja: «*Le niveau de tennis était irréel. Je ne les remercierai jamais assez. C'est un peu dommage, pour la première fois de ma vie, j'aurais aimé voir un match nul.*» Il fallait bien un vainqueur.

En fait, il y en a eu deux. Cette superproduction est aussi une aubaine pour le tennis. Elle intervient à un moment où le sport ronronnait. Non pas que les matchs des dernières années manquaient d'intensité. Au contraire, même: les tennismen et tenniswomen sont mieux entourés, conçus pour durer des heures. Le jeu va encore plus vite et fort.

Pourtant, on s'inquiétait d'une discipline sinon déclinante, à tout le moins en perte de vitesse, supplante par le padel grandissant, ou le pickleball naissant, variante qui a explosé aux Etats-Unis et devrait conquérir l'Europe. Le tennis cherche à se réinventer, raccourcit ses formats, en quête d'un nouveau public.

Or cette finale a fini d'authentifier deux choses. La première: c'est bien par sa durée, qui favorise le renversement, la péripetie, la renaissance, la contre-attaque et sublime le récit, que le tennis captive les foules. La seconde: le circuit a définitivement basculé dans une nouvelle ère.

Longtemps, il a semblé coincé dans son passé proche, prisonnier malgré lui d'une époque révolue. Celle du «Big 3» Nadal-Federer-Djokovic, soit vingt ans d'hégémonie, d'un règne tricéphale, où ces trois-là ont quasi-tout pris, se tirant la bourre dans des affrontements qui ont exposé ce jeu comme jamais auparavant. De ce temps, ne subsiste aujourd'hui que le Serbe. Encore en demie à Paris, Djokovic offre une résistance hors-norme. Mais il incarne une autre rivalité, intergénérationnelle, biaisée par le poids des âges. Le tennis se nourrit d'antagonismes puissants, contemporains et singuliers. Avec Alcaraz et Sinner, il s'est trouvé deux rivaux 2.0 qui peuvent façonner la décennie à venir. ◆

Etats-Unis Trump déclare la guerre à la Californie honnie

En déployant samedi soir la garde nationale à Los Angeles, le président américain durcit sa croisade contre l'Etat progressiste, cosmopolite et multilingue, qui incarne la résistance acharnée à sa vision de l'Amérique.

ANALYSE

Par
FRÉDÉRIC AUTRAN

C'est un choc d'une intensité inédite, un bras de fer entre deux visions irréconciliables de l'Amérique et de l'équilibre des pouvoirs. En ordonnant samedi soir le déploiement de la garde nationale en Californie, contre l'avis des autorités locales, Donald Trump a franchi un nouveau palier. Officiellement, il s'agit de protéger bâtiments et agents fédéraux après des heurts à Los Angeles sur fond d'expulsions d'immigrés en situation irrégulière. Mais cette décision s'inscrit dans une offensive bien plus large : une entreprise autoritaire contre un Etat devenu symbole de l'opposition au trumpisme. Sous les oripeaux de la sécurité, le Président mène une croisade contre une Californie qui, depuis près de dix ans, incarne la résistance acharnée à sa vision de l'Amérique.

En s'en prenant au «Golden State», Trump ne se contente pas de défier son gouverneur, Gavin Newsom, figure montante du Parti démocrate et possible candidat à la présidentielle de 2028. Il s'attaque à une Amérique progressiste, multilingue, et fière de sa diversité. Une Amérique qui protège ses sans-papiers, ses étudiants transgenres, ses universités, ses écosystèmes. Une Amérique qui, surtout, refuse la soumission. Fer de lance de la guérilla judiciaire contre Washington, la Californie



A Los Angeles, les heurts ont conduit à une soixantaine d'arrestations et à trois blessés parmi les forces de l'ordre. PHOTOS JIM VONDRUSKA. AFP

avait débloqué en février 50 millions de dollars (environ 43 770 euros) pour défendre ses politiques progressistes face aux assauts fédéraux.

Lundi, la Californie a ajouté une nouvelle plainte à sa longue liste, contestant la décision – «illégale», selon Gavin Newsom – de déployer la garde nationale à Los Angeles. Dans un communiqué diffusé la veille, les gouverneurs démocrates dénonçaient «un abus de pouvoir alarmant». Selon de nombreux juristes, les affrontements observés depuis vendredi à Los Angeles, limités et localisés, ne justifient en rien une intervention présidentielle unilatérale pour activer la garde nationale d'un Etat sans requête du gouverneur concerné. Une première depuis 1965.

«EXPULSER LES ENVAHISSEURS»

Les heurts, largement cantonnés au centre-ville de Los Angeles où les autorités ont interdit toute manifestation dès dimanche, ont conduit à une soixantaine d'arrestations et à trois blessés parmi les forces de l'ordre. Mais Trump, indifférent à leur ampleur réelle, y a surtout vu l'occasion rêvée d'endosser le rôle de l'homme fort, intraitable face à ce qu'il présente comme la mollesse de ses opposants démocrates, notamment sur les sujets de l'immigration et de la sécurité. Le tout à grand renfort de rhétorique martiale: «L'ordre sera

rétablissement, les clandestins seront expulsés et Los Angeles sera libérée», a-t-il martelé dimanche sur son réseau Truth Social, comme si la plus grande métropole du pays était tombée aux mains d'un «ennemi intérieur». Cet «ennemi intérieur» contre lequel il se disait prêt, mi-octobre, à mobiliser la garde nationale, mais aussi, «si nécessaire», l'armée régulière. Est-ce la prochaine étape? Samedi soir, Pete Hegseth, chef très controversé du Pentagone, a évoqué le possible déploiement de marines stationnés à Camp Pendleton, placés «en état d'alerte». Pour ce faire, Trump devrait invoquer l'Insurrection Act de 1807, une loi d'exception autorisant le déploiement de l'armée sur le sol américain en cas de troubles majeurs, d'insurrection ou de rébellion. Le langage belliqueux adopté de longue date par Trump et son entourage laisse craindre une activation future de ces mesures extraordinaires. «Expulser les envahisseurs ou se soumettre à l'insurrection. Tels sont les choix possibles», a écrit ce week-end Stephen Miller, artisan du programme migratoire trumpiste, sur le réseau X.

Interrogé dimanche sur le sujet, Donald Trump a refusé de dire s'il comptait invoquer cette loi. Mais sa décision de «fédéraliser» 2000 membres de la garde nationale californienne n'en reste pas moins un nouvel exemple de sa volonté de repousser les frontières du pouvoir présidentiel. «Il y a quelque chose

Comme avec Harvard, la Maison Blanche dégaine l'arme budgétaire: vendredi, le «Washington Post» a révélé que l'équipe Trump envisageait de priver la Californie d'un vaste ensemble de financements fédéraux.

de profondément pernicieux dans le fait d'invoquer l'une ou l'autre de ces autorités, sauf dans des circonstances où leur nécessité fait l'objet d'un consensus au-delà des partisans politiques du Président, observe le juriste renommé et professeur à Georgetown Steve Vladeck. Selon lui, les actes de ces derniers jours, bien que peut-être juridiquement recevables, sont politiquement explosifs: «La loi peut très bien permettre au président Trump de faire ce qu'il a fait samedi soir. Mais ce n'est pas parce qu'une chose est légale qu'elle est sage – pour le présent ou l'avenir de notre république.»

Dans cette république dirigée par un président qui se rêve en monarque, le choix de cibler la Californie n'a rien d'anodin. «Le déploiement sans fondement de la garde nationale est manifestement une mesure de rétorsion contre la Californie, bastion des communautés immigrées, et s'apparente à une déclaration de guerre à l'égard de tous les Californiens», a dénoncé l'ACLU, influente organisation de défense des libertés civiles. Résolu à «écraser tout centre de pouvoir qu'ils considèrent comme un adversaire», Trump et son administration entendent «faire de la Californie un exemple», renchérit l'éditorialiste Philip Bump dans le *Washington Post*.

FRONDE GRANDISSANTE

Depuis son retour à la Maison Blanche, soutenu par un Congrès à majorité conservatrice, la confrontation s'est envenimée. Véhicules électriques, protection des transgenres, gestion de l'eau: aucun domaine n'échappe à la croisade. Une escalade que le politologue Henry Brady, de l'université de Berkeley, avait anticipée dès janvier: «Regardez [la chaîne ultra-conservatrice] Fox News. La Californie est le croque-mitaine. Elle a des villes hors de contrôle. Elle fait toutes ces choses folles sur le climat. Punir la Californie, pour eux, c'est un objectif positif.»

Plus que jamais ciblée, la Californie riposte dans l'arène judiciaire. Lors du premier mandat de Trump, l'Etat avait intenté plus de 120 recours contre son administration, en majorité remportés, se dressant notamment contre le Muslim Ban (décret anti-immigration), le démantèlement des protections des jeunes «Dreamers» sans papiers et la sortie de l'accord de Paris sur le climat. Depuis janvier, le rythme s'accélère. Seule ou alliée à d'autres Etats, la Californie a déjà déposé plus d'une vingtaine de recours: contre la remise en cause du droit du sol, contre l'accès du Doge (département de l'Efficacité gouvernementale) au système de paiement du Trésor, contre les coupes dans la recherche médicale ou encore les droits de douane. Sur le plan économique, l'escalade commerciale avec la Chine menace lourdement l'Etat de la côte ouest, dont les ports jouent un rôle majeur dans les importations venues d'Asie.

Sur le sujet central de l'immigration, la «résistance» californienne passe aussi par la loi. Fin 2017, malgré les menaces répétées de l'administration Trump, les élus de l'Etat avaient

adopté une loi limitant strictement la coopération entre polices locales et agents fédéraux chargés des expulsions. Surnommée «*loi sur les valeurs californiennes*», cette législation a fait de l'Etat le premier «sanctuaire» pour les immigrés sans papiers. Validée en 2019 par la justice, elle reste une épine dans le pied de l'administration Trump, qui accuse la Californie d'entraver sa politique migratoire.

Face à cette fronde grandissante, l'administration Trump redouble de menaces. Le «tsar des frontières», Tom Homan, a prévenu que Gavin Newsom et la maire de Los Angeles, Karen Bass, pourraient être arrêtés s'ils entraient l'application des lois fédérales. «Je n'ai absolument aucun respect pour ce gouverneur, a tonné Homan. Il est une honte pour son Etat.» Loin de se laisser démonter, l'intéressé a répliqué avec ironie sur NBC News: «C'est un dur à cuire. Pourquoi ne le fait-il pas? Il sait où me trouver. Ce genre de discours est épuisant. Alors, Tom, arrêtez-moi.»

«NON-RESPECT DES DÉCRETS»

A l'image de son bras de fer avec la prestigieuse université Harvard, la Maison Blanche dégaine aussi l'arme budgétaire. Vendredi, le *Washington Post* a révélé que l'équipe Trump envisageait de priver la Californie d'un vaste ensemble de financements fédéraux. Parmi eux, selon CNN, figurerait l'intégralité des subventions accordées aux universités publiques. Le quotidien indique que les conseillers du Président auraient demandé aux fonctionnaires fédéraux de «trouver une justification aux coupes budgétaires», invoquant le «non-respect des décrets» présidentiels relatifs à la diversité ainsi qu'aux politiques anti-gaspillage dans l'administration, incarnées par Elon Musk, éphémère patron du Doge. Ce levier financier n'est pas anodin: le budget 2025-2026 de la Californie repose à hauteur de plus de 170 milliards de dollars sur des fonds en provenance de Washington, soit plus du tiers de l'ensemble des ressources de l'Etat. Mais sur le plan politique, la stratégie est risquée pour Donald Trump: ces fonds irriguent de nombreux services publics, allant des soins de santé à l'aide alimentaire, en passant par les crèches et les écoles. Des prestations dont bénéficient aussi une large part des 6 millions d'électeurs californiens qui, en novembre, ont voté pour Trump à la présidentielle.

Cette menace pourrait en outre se retourner contre la Maison Blanche, comme l'a souligné Gavin Newsom dès vendredi. L'Etat californien, a-t-il rappelé, perçoit lui aussi des impôts pour le compte du gouvernement fédéral. «Les Californiens paient les factures de Washington. Nous versons 80 milliards de dollars de plus d'impôts que ce que nous recevons en retour», a-t-il martelé dans un message sur X, en référence à une analyse récente de l'institut Rockefeller, selon laquelle la Californie a, en 2022, contribué au budget fédéral à hauteur d'environ 83 milliards de dollars de plus que ce qu'elle a reçu de Washington. Fin avril, Gavin Newsom proclamait avec fierté que la Californie, leader américain en matière de création d'entreprises, d'industrie et d'accès au capital-risque, avait surpassé le Japon pour s'imposer comme la quatrième puissance économique mondiale. Une réussite éclatante, mais amère à avaler pour Donald Trump et son entourage, qui s'acharnent à dépeindre la Californie comme un «enfer» gangrené par des décennies de politique démocrate. «Ils doivent absolument trouver un moyen de nous dénigrer, afin que personne n'en vienne à penser que la Californie pourrait être un modèle de réussite, analyse le politologue Henry Brady dans les colonnes du *Los Angeles Times*. Car cela indiquerait que Maga [Make America Great Again] n'est peut-être pas la seule voie possible.»



Des manifestants agitent des drapeaux mexicains, dimanche. PHOTO DAVID PASHAEE. AFP



A la gare routière d'Oshodi, nœud stratégique pour les conducteurs de danfo.



Avec des transports publics sous-développés, l'immense

NIGERIA

Le petit truc en bus des «danfos» de Lagos

Des milliers de minibus jaunes bondés sillonnent sans relâche la capitale économique nigériane, qui grandit à toute allure, impitoyable pour ses habitants les plus pauvres.

Par

CÉLIAN MACÉ

Envoyé spécial à Lagos (Nigeria)

Photos

TAIWO AINA

Owolabi Bolagui, 71 ans, pourrait être l'effigie d'une publicité pour Volkswagen. Il conduit les fourgonnettes de la marque allemande à Lagos depuis un demi-siècle et s'en porte comme un charme. Droit comme un «i», le chauffeur arpente les flancs de son véhicule en criant sa destination – «Obalende, Obalande, Obalendeee» – à la façon caractéristique, scandée et traînante, des transporteurs. Plus vite ses 22 places seront remplies, plus vite il repartira. Il répète: «Time is money.» Et ici, l'argent, comme le temps, ne s'arrête jamais de tourner. D'ailleurs, comme tout Lagotien, Owolabi Bolagui dit exécrer les «faineants».

Le vieux conducteur a vu la population de la capitale économique du Nigeria exploser, passant de 1,5 million d'habitants quand il a obtenu son permis de conduire, en 1973, à plus de 20 millions aujourd'hui – selon les estimations, car personne n'en connaît en réalité le nombre exact. Ni l'Etat ni la municipalité n'ont su accompagner un tel boom démographique et urbanistique. Le réseau de transport public, qui compte deux lignes de RER depuis l'an dernier ainsi qu'une compagnie publique de bus, est ridiculement sous-développé pour les besoins de la ville monstre.

L'immense majorité des habitants s'en remet donc, pour le meilleur et pour le pire, aux «danfos», ces minibus de couleur jaune emblématiques de la tentaculaire Lagos qu'ils sillonnent en tous sens. «Rien ne change», constate la bien nommée Patience, assise au dernier rang d'un fourgon. Elle emprunte quotidiennement les danfos – à l'origine, des robustes Volkswagen, aujourd'hui rejoints par des Suzuki, Mazda ou Nissan – depuis vingt-quatre ans. «Les chauffeurs n'ont

jamais la monnaie, ils nous insultent, nous entassent dans leurs véhicules toujours aussi pourris. Mais on n'a pas le choix.» Globules jaunes de la circulation sanguine de la plus grande ville d'Afrique, les danfos sont indispensables à son oxygénation. Ils suivent la pulsion cardiaque, folle, rapide et désordonnée, de Lagos, comme celle des rythmes hypnotiques de Tony Allen, génial batteur de Fela Kuti.

SIÈGES EN BOIS ET AMPOULE NUE

La gare routière d'Oshodi est l'un des nœuds du trafic routier du Mainland – la partie continentale de Lagos. C'est le territoire des *agberos*, ces rabatteurs sans scrupule qui remplissent les danfos, et surtout les taxent au passage. «Les bons jours, je fais 8 000 nairas [près de 4,50 euros, ndlr] et les mauvais jours, 3 000», dit l'un d'eux. Il collecte beaucoup plus, mais 80% de ses revenus sont reversés au Syndicat national des transporteurs (NURTW), assure-t-il. L'organisation, qui a la mainmise sur toutes les activités de transport du pays, est une formidable machine à cash, parfaitement opaque. Son armée d'*agberos*, composée de jeunes durs à cuire, maltraite passagers et conducteurs. Le puissant et redouté NURTW met aussi, à l'occasion, ses dizaines de milliers d'hommes de main au service des partis politiques nigérians, qui recherchent à la fois son appui financier et sa force de frappe dans les rues, notamment en période de campagne électorale. Sous les piles du pont de l'autoroute d'Oshodi, un mendiant sans nez frappe à la vitre. Sur des étals de fortune, des vendeurs de chaussures et de coques de téléphones époussettent leur marchandise. Une querelle éclate entre les passagers et un *agbero*, qui veut tasser cinq personnes



majorité des Lagotiens s'en remettent aux danfos.



La population de Lagos a explosé, passant de 1,5 million d'habitants en 1973 à plus de 20 millions aujourd'hui.

sur la même banquette (prévue pour quatre). «Il a fait rentrer un collègue qui ne paie pas son billet, alors il veut rentabiliser en faisant monter un passager supplémentaire», décrypte Shaid Ayodeji, 48 ans, serré contre son voisin qui transporte un ventilateur en pièces détachées. Il s'éponge le front. La dispute s'éteint aussi subitement qu'elle s'était allumée. Le danfo s'ébranle, faisant enfin rentrer un peu d'air dans le véhicule surchauffé.

Le plafonnier éventré pendouille, les sièges en bois grincent, une petite ampoule nue se balance au-dessus de la tête des élégantes impeccables coiffées. Coincé contre la vitre, Shaid Ayojedi montre ses clés de contact : il est propriétaire d'une voiture, mais la flambée des prix de l'essence, qui ont soudainement triplé en 2023, lorsque le président Tinubu, tout juste élu, a mis fin aux subventions étatiques sur le carburant, le décourage de faire le plein. «Mieux vaut prendre le danfo, ça revient moins cher.» En deux ans, le litre d'essence à la pompe est passé de 200 à 900 nairas. Conclusion : «Si tu n'as pas de raison impérative de sortir, aujourd'hui, tu restes à la maison.» Le Nigeria ne s'est jamais relevé du coup d'arrêt que le Covid a infligé à son économie. Alors que le nombre de malades est resté marginal tout au long de l'épidémie (3 155 morts ont été décomptés officiellement), le confinement décrété par les autorités a fait basculer des centaines de milliers de personnes qui dépendaient de leur activité quotidienne pour se nourrir dans l'extrême pauvreté. Le brutal cycle inflationniste qui a suivi, et la chute vertigineuse du naira, ont mis à genoux les plus précaires et considérablement appauvri la classe moyenne. L'air s'est légèrement rafraîchi, les vapeurs d'essence se dissipent, le

danfo roule désormais sur le pont autoroute du Third Mainland Bridge qui relie le continent aux îles. En contrebas, l'immense quartier bidonville de Makoko remplit peu à peu la lagune, ses maisons sur pilotis s'étendent comme des néophytes dans une mare. 300 000 personnes y vivent, dit-on. Toujours des estimations. Le chauffeur, lancé à pleine allure, insulte une bande de garçons en short surgis de nulle part qui traversent la voie rapide suspendue au-dessus de l'eau.

VERTIGINEUSE CONDUITE

Son terminus est le «CMS» – carrefour bien connu mais dont tout le monde semble avoir oublié la signification de l'acronyme (sauf Google, qui indique qu'il s'agit de la Church Missionary Society). Sur la même île, un peu plus loin, se trouve Falomo, le vieux quartier d'affaires datant de l'époque coloniale britannique. Pour un samedi, l'activité y est «tristement réduite», constate une vendeuse de petits sachets d'alcool fort. La faute à la crise économique, juge-t-elle. «Les gens n'ont plus d'argent à dépenser ici.» Son stand est installé en face de la statue de Herbert Macaulay, pionnier du nationalisme nigérian à la moustache blanche éclatante, repeinte régulièrement. Elle loue cet excellent emplacement à un *area boy*. A la fois protecteur et extorqueur, cette figure populaire de Lagos oscille entre la petite frappe et le protecteur de la communauté. A la différence de l'*agbero*, l'*area boy* est identifié à son quartier. Il fut un temps où ce titre pouvait revêtir un certain prestige

– le président Tinubu, ex-gouverneur de Lagos, s'en était lui-même réclamé – mais il est progressivement devenu synonyme de voyou. Les premiers acheteurs de ses poches de whisky ou de gin – appelés *fenuja*, «uvre avec les dents» en yoruba – sont les conducteurs de danfo, qui se «recharge» en alcool ou en cannabis entre deux courses. Est-ce la raison secrète de leur vertigineuse conduite sur route ? «C'est un mélange de comportement totalement dangereux et incivique, et en même temps d'extrême vigilance. Le résultat est étonnamment fluide et peu accidentogène, même si c'est dur à croire», décrit en riant un jeune usager quotidien des danfos, qui se dit «fasciné» par le savoir-faire de ces chauffeurs «toujours pressés». C'est le cas de Yinka. Il transporte des passagers depuis huit ans. Ces derniers temps, il travaille sur la péninsule, dans le quartier chic de Lekki Phase 1, à raison d'une quinzaine de trajets par jour, de 6 heures à 22 heures. Yinka porte un long tee-shirt rouge qui lui descend aux genoux. Au volant, il tient ses billets de banque froissés dans la main gauche. Son bus traverse des allées huppées, bordées de villas fleuries, de restaurants joliment éclairés où un seul plat coûte son salaire mensuel. Aucun de ses clients n'habite dans ses villas, mais la plupart y travaillent, ou bien dans les centaines d'établissements et de magasins fréquentés par les nantis de Lekki. Lagos est l'une des villes les plus inégalitaires au monde. La hausse des prix de l'essence s'est sans surprise répercutée sur ceux du transport : un jour, l'an dernier,

les prix des danfos ont bondi de 50%. «Ce matin-là, tout le monde a paniqué, raconte un homme coiffé d'un fila (le bonnet traditionnel yoruba) qui se contorsionne pour s'extirper du fourgon, à l'approche de son arrêt. On n'a pas compris. La plupart des passagers n'ont pas le choix, ils n'ont pas d'autres options pour aller travailler, et avec la crise, ils n'ont aucune marge à rognner sur leurs revenus.» Yinka a alors vu certains de ses clients parcourir plusieurs kilomètres à pied, chaque jour, pour réduire le prix du transport. «Si leur trajet est passé de 200 à 300 nairas, ils marchent le long de la route jusqu'à atteindre l'endroit où le prix est à 200 nairas.»

«ON CAVALE APRÈS L'ARGENT»

Retour vers le Mainland. En fin d'après-midi, les danfos sont bondés, sur les trottoirs les passagers jouent des coudes pour grimper à l'intérieur. Un *agbero* fait tourbillonner sa canne. «Quand j'étais enfant, il fallait courir pour attraper le danfo avec ma mère, puis sauter dedans. J'étais terrifié», rit Niniola Babatunde, 33 ans, en guettant l'arrivée d'un véhicule. Ce cuisinier débonnaire emprunte les minibus quotidiennement pour aller travailler à Lekki. «Ces danfos, je les aime et je les déteste à la fois.» Il aime lorsque, pendant un trajet, un «choriste entonne des hymnes chrétiens», repris par les passagers. Il déteste que les chauffeurs «s'arrêtent systématiquement avant ou après l'endroit que tu as demandé, mais jamais là où tu veux». Niniola Babatunde a été marqué par un séjour en Irlande, au cours duquel il a pu prendre deux bus, aller-retour, avec le même ticket. Drôle d'expérience, il en rigole encore. «A Lagos, chacun court après le moins cher centime, on ne va pas te faire ca-

deau sur un trajet ! Cette ville est comme une roue d'écureuil, on cavale, on cavale après l'argent, sans jamais s'arrêter.» Depuis la portière latérale, grande ouverte pour faire rentrer l'air, l'assistant du chauffeur, debout, le corps à l'extérieur du véhicule, crie mollement la destination du danfo : «Ikeja, Ikeja, Ikejaaaaaa.» Ralentissement : l'acrobate rentre sa carcasse. Le danfo stoppe sur le pont sous le soleil déclinant, pris dans la masse du trafic. La chaleur monte. Le trajet des îles vers le continent, entre Lekki et Ikeja, dure facilement près de deux heures. Bien davantage encore les jours de *go slow* – les monstrueux embouteillages de Lagos.

Derrière, un 4x4 noir rutilant aux vitres teintées active sa sirène pour forcer le passage. En vain. «C'est le son de l'argent», commente un ricaneur. «Pour une fois, ça ne lui servira rien, qu'est-ce qu'il croit, qu'on va se jeter à l'eau pour le laisser passer ?» s'agace le chauffeur en sifflant. «Au moins, lui, il a la clim», glisse une jeune femme, sans décrocher le regard de son téléphone. C'est sans doute ici, dans les *go slow* de Lagos, que riches et pauvres Nigérians se côtoient de plus près. Séparés par quelques morceaux de tôle, mais trépignant pareillement après ce temps perdu. Enfin égaux – ou presque. ◀



Sommet sur les océans Un flot de belles paroles à concrétiser

A l'ouverture de la conférence de l'ONU lundi à Nice, Emmanuel Macron et ses homologues ont multiplié les appels à la mobilisation pour sauver «le berceau de l'humanité». Pas de quoi impressionner les ONG, qui attendent des actions d'ampleur.

Par

JULIE RENSON MIQUEL Envoyée spéciale à Nice

Si la Terre se réchauffe, l'océan quant à lui est en ébullition.» Lundi, dans son discours d'ouverture de la troisième conférence des Nations unies sur l'océan (Unoc-3) à Nice, Emmanuel Macron a lancé un vif appel à la mobilisation à la soixantaine de dirigeants mondiaux réunis sur la Côte d'Azur. Après avoir énuméré les maux d'un océan surchauffé, pollué et surpeuplé, mentionnant les récifs coralliens qui blanchissent «à une vitesse jamais observée», le vivier de poissons qui «n'a jamais été aussi faible» ou les ouragans et cyclones «de plus en plus intenses», le chef de l'Etat a appelé la communauté internationale à se mobiliser pour sauver «le berceau de l'humanité». A sa suite, les chefs d'Etat et représentants européens et onusiens se sont succédé à coups de grands discours percutants sur la nécessité de protéger un océan en souffrance. Pour le président du Costa Rica, Rodrigo Chaves Robles, qui préside l'Unoc aux côtés de la France, prendre soin de l'océan «n'est pas une option» mais une «obligation morale», empreinte de «rationalité économique» pour assurer «la subsistance de notre espèce». Tandis que pour António Guterres, le secrétaire général de l'ONU connu pour ses envolées contre le «chaos climatique», «si on ne change pas de cap», l'accélération de la montée des eaux «va submerger les deltas, détruire les récoltes et engloutir les littoraux».

«UNILATÉRALISME»

Face à ce constat documenté par les scientifiques depuis de longues années, «la première réponse, c'est le multilatéralisme», a plaidé le président français. Si le nom de Donald

Trump, qui n'a pas jugé bon d'envoyer de délégation à Nice, n'a pas été prononcé, les allusions directes ou indirectes à son œuvre de destruction massive de l'environnement ont émaillé les discours. Le président brésilien Lula, dont le pays accueillera la COP30 sur le climat à Belém en fin d'année, a pointé «la menace de l'unilatéralisme» planant sur l'océan. «Nous ne pouvons pas permettre qu'il arrive à la mer ce qui est arrivé au commerce international», a-t-il lancé, en référence au décret pris par Trump en avril, qui accélère la délivrance de permis d'extraction minière des fonds marins en haute mer. Or l'exploitation dans les eaux internationales relève de la compétence de l'Autorité internationale des fonds marins – dont les Etats-Unis ne sont pas membres – au sein de laquelle les Etats négocient en ce moment les contours d'un futur code minier.

La France, dont la position est jugée «exemplaire» par les ONG sur le volet de l'exploitation des fonds marins, milite depuis 2022 pour un moratoire sur les activités extractives dans ces zones encore peu explorées. «Les abysses ne sont pas à vendre, pas plus que le Groenland n'est à vendre, pas plus que l'Antarctique ou la haute mer [...] pas plus que les données scientifiques ou la sécurité des populations littorales ne sont à sacrifier», a affirmé Macron devant les représentants des délégations, visant les désirs d'expansion américains. Tout en jugeant bon de préciser qu'il n'est «pas du tout contre l'activité économique, bien au contraire», il a estimé que se lancer dans une action économique «prédatrice» au sein d'un écosystème aussi méconnu relève de la «folie» voire de «l'obscurantisme».

Outre les grands discours, l'information principale porte sur les nouvelles ratifications du traité sur la haute mer, dit «BBNJ». Adopté en 2023 à l'ONU, le texte vise à organiser la gestion des écosystèmes marins des eaux internationales couvrant un peu moins de la moitié de la planète et dont la gouvernance est très fragmentée. A ce jour, 33 ratifications ont été déposées sur les 60 nécessaires à l'entrée en vigueur du texte, dont la diplomatie océanique tricolore a fait sa priorité. Lundi soir, une quinzaine de pays devaient déposer leur instrument de ratification à Nice et «quinze» autres «se sont formellement engagés à les rejoindre», a dévoilé Macron. «C'est donc gagné», s'est-il réjoui. Pas si simple, nuance l'Alliance des petits Etats insulaires. «Si vous voulez vraiment protéger les océans, prouvez-le», a lancé Surangel Whipps Jr, président de l'atoll des Palaos dans le Pacifique, en appelant les Etats riches à «alléger la dette» pour que les nations insulaires puissent «investir dans l'adaptation» au changement climatique.

«ESCRIVRE»

Les annonces de la France, deuxième domaine maritime mondial après les Etats-Unis, sont scrutées de près. Pour le chef de l'Etat, ce sommet est déjà une «victoire» en soi au vu de la mobilisation inédite autour de l'océan, mais une «victoire fragile» car elle requiert «des actions rapides». Or, ONG et experts de la biodiversité restent sur leur faim après les annonces franco-françaises du Président. Dans la presse régionale, Macron a dévoilé un renforcement de certaines aires marines protégées axé sur les fonds marins, pointant du doigt le chalutage de fond, particulièrement destructeur pour la biodiversité. Ainsi, d'ici fin 2026, 4% des eaux hexagonales seront sous protection «forte» contre 0,1% aujourd'hui, a précisé la ministre de la Transition écologique, Agnès Pannier-Runacher. Sur ces 15 000 km², le chalutage de fond sera interdit mais pas les autres types de pêche. En tout, 14% des eaux françaises seront portées en protection forte grâce au renforcement de la protection d'une zone de 900 000 km² en Polynésie française. Et grâce aux Outre-mer et aux Terres australes et antarctiques françaises, 10% seront en protection stricte, c'est-à-dire sans exploitation du tout, a précisé Pannier-Runacher lundi.

Une «grosse déception» pour les ONG, unanimes. Si Bloom parle «d'escroquerie», Greenpeace juge que Macron «a loupé le coche». «Insuffisant au vu de l'ampleur du défi», estiment de concert la Plateforme Ocean&Climat et les ONG Oceana, la LPO et Seas At Risk. En métropole, la France est encore loin de l'objectif européen de 10% de protection stricte, car la Polynésie ne peut pas être comptabilisée dans l'objectif applicable aux eaux européennes. Pour les eaux hexagonales, donc, «ce sont des annonces très artificielles puisqu'elles concernent des zones où il n'y a pas de chalutage, à l'instar du dôme de Gascogne situé à 4 000 mètres de profondeur», développe Nicolas Fournier, directeur de campagne d'Oceana. «Après les annonces du Président samedi, on avait une grosse attente sur le chalutage de fond, mais en étudiant les cartes fournies depuis par le ministère, le soufflé est vite retombé.» Et de conclure: «Par rapport aux Britanniques qui ont annoncé vouloir bannir cette pratique sur 41 AMP soit 30 000 km, on passe pour des rigolos...»



De gauche à droite, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, la



princesse marocaine Lalla Hasnaa et Emmanuel Macron, lundi à Nice. PHOTO C. HARTMANN. REUTERS

Reculs sur l'écologie: Macron «pas content» de la politique de Macron

Le chef de l'Etat a qualifié dimanche d'«erreur historique» les décisions du gouvernement Bayrou sur l'environnement. Sauf qu'il a lui-même montré la voie de cette marche arrière et n'a rien fait pour s'y opposer.

«Qui aurait pu prédire?» Cette formule d'Emmanuel Macron lancée lors de ses voeux aux Français le 31 décembre 2022 sur la crise climatique pourrait aujourd'hui lui être retournée après son soi-disant «coup de gueule» sur les reculs écologiques en cours. «Qui aurait pu prédire» que le gouvernement Bayrou (après ceux de Borne, Attal, Barnier...), appuyé sur un «socle» de moins en moins commun

avec des Républicains de plus en plus extrême droitisés, climato-sceptiques et perméables à souhait aux lobbys des grandes entreprises, allait «détricoter» le droit de l'environnement et «céder aux facilités du moment», comme l'a regretté le chef de l'Etat dimanche dans la presse quotidienne régionale? Réponse simple: tous ceux qui s'intéressent à la question de l'écologie et, en premier lieu, le chef de l'Etat.

Dans cette rencontre avec plusieurs médias à la veille de l'ouverture du sommet de l'ONU à Nice (*lire ci-contre*) où il a appelé à la «mobilisation» pour des «océans» en «ébullition», Emmanuel Macron estime ainsi ne «pas avoir de leçon à recevoir sur l'écologie» et qualifie – sans les nommer – d'«erreur historique» les récentes décisions prises par le gouvernement de François Bayrou ou au Parlement: suspension de MaPrimeRénov, réintroduction de néonicotinoïdes et autres décisions pro-agribusiness via la proposition de loi Duplomb même pas discutée à l'Assemblée, menaces de sabrer dans les effectifs des organismes de protection de l'environnement (Ademe, OFB...). La liste est loin d'être exhaustive.

«Facilités du moment»

Macron fait les gros yeux: «Je ne suis pas content de ce que j'ai pu voir ces derniers jours. Ce n'est pas le moment de créer des incertitudes», dit-il. «J'attends du gouvernement qu'on maintienne cette politique et je ne veux pas qu'il cède, tout comme le Parlement, aux facilités du moment.» Le chef de l'Etat s'était déjà chauffé lors d'un déplacement sur la question de la désindustrialisation à Douai (Nord) plus tôt dans la semaine: «Le discours que j'entends ces dernières semaines m'énerve au plus haut point. Il ne faut pas revenir en arrière!»

Mais qui a ouvert et même montré la voie de la marche «arrière»? Lui-même! Alors qu'il avait lavé plus vert que vert dans l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2022, allant jusqu'à emprunter l'expression de «planification écologique» à Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron est l'un des premiers, dans son camp, à avoir mis l'écologie sur pause. Le 11 mai 2023, lors de la présentation, à l'Elysée, de sa stratégie de réindustrialisation du pays, il lançait ainsi: «Nous, on a déjà passé beaucoup de réglementations au niveau européen, plus que les voisins. [...] Maintenant, il faut qu'on exécute, pas qu'on fasse de nouveaux changements de règles, parce que sinon on va perdre tous les acteurs.»

Avant cet épisode, il y avait déjà eu les multiples cadeaux faits au lobby de la chasse, entraînant le départ de Nicolas Hulot du gouvernement Philippe, le recul (déjà) sur l'interdiction du glyphosate, le refus de faire le moindre nouveau pas en direction d'une fiscalité environnementale... Depuis cet épisode, le secrétariat général à la planification écologique, sous l'autorité de Matignon, semble en état de mort cérébrale, la FNSEA a eu gain de cause sur tou-

Alors qu'il avait lavé plus vert que vert dans l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2022, Macron est l'un des premiers, dans son camp, à avoir mis l'écologie sur pause.

tes ses propositions pro-business et anti-écolos, aucun des grands travaux n'a été remis en cause... Rien n'est fait, concrètement, pour «remobiliser» le monde politique et la société autour d'une protection du climat et de la biodiversité, comme le chef de l'Etat dit le souhaiter. «Le Président ne parle pas de suspension mais d'exécuter les décisions déjà prises avant de faire de nouveaux changements», faisait valoir l'Elysée en 2023 pour réfuter toute «pause» sur l'écologie. Deux ans plus tard, on constate malheureusement que la «suspension» est effective et les reculs en marche.

Victoires symboliques

Macron a donc beau jeu aujourd'hui de se réfugier dans la position d'un président en cohabitation qui subit les décisions de son gouvernement et du Parlement. C'est trop facile de renvoyer la responsabilité à un Premier ministre qui était son premier soutien et qu'il méprise aujourd'hui. Ou sur des parlementaires qui sont membres de sa famille politique et des alliés qu'il a choisis pour tenter – comme le vendait l'Elysée après la nomination de Michel Barnier – une «coalition», mélange de «coalition» et de «cohabitation», parce qu'il ne voulait pas que la gauche soit à Matignon et dirige un gouvernement.

On comprend bien qu'un responsable politique affaibli par une dissolution qu'il a lui-même déclenchée il y a un an soit à la recherche désormais de victoires symboliques à défaut de pouvoir faire passer de grandes réformes. Et qu'il est plus gratifiant pour les livres d'histoire de vouloir ressembler, sur l'écologie, à Chirac et sa phrase célèbre, «La maison brûle et nous regardons ailleurs», qu'à Nicolas Sarkozy et son «écologie [qui] commence à bien faire». Sauf qu'Emmanuel Macron a trop zigzagé, trop manié l'écologie pour des raisons politiciennes, pour être crédible en la matière.

LILIAN ALEMAGNA

Libération
ABONNEZ-VOUS



Offre intégrale
34,90€

• Le journal papier livré chez vous
• L'accès à tous les contenus du site et de l'application

Abonnez-vous ici



ou par téléphone
au 01 55 56 7140
du lundi au vendredi
de 9H à 18H



LIBÉ.FR

En Suède, la violence des gangs se répand comme une trainée de poudre

Le pays scandinave aux allures paisibles est meurtri par une flambée de violences par armes à feu. L'association Unga Kris tente, chaque matin, d'ouvrir une brèche de réinsertion pour d'anciens détenus et jeunes sortis des gangs. Reportage à lire sur notre site. PHOTO NICOLAS LEE



Le Madleen au large de la côte de Catane, en Italie, le 1^{er} juin. PHOTO DANILO ARNONE. REUTERS

Le bateau humanitaire qui faisait cap sur Gaza intercepté par Israël

Le «Madleen» a été arraisonné dans la nuit de dimanche à lundi par Tsahal. Arrivés dans l'Etat hébreu, les membres de l'équipage, dont Greta Thunberg et Rima Hassan, ont été invités à «retourner dans leurs pays respectifs.

Par
FANNY LÉONOR CROUZET
Correspondante à Jérusalem

«N

os volontaires pacifiques ont été percutés et interceptés avant que des forces israéliennes n'arrivent à bord du navire. Nous avons perdu tout contact avec eux quelques secondes plus tard.» Après de

longues heures d'attente pour l'organisation Freedom Flotilla Coalition (Coalition de la flottille pour la liberté), l'AFP a confirmé lundi soir que le *Madleen* était arrivé à Ashdod, grand port commercial du sud d'Israël à une vingtaine de kilomètres au nord de la bande de Gaza.

Le message d'annonce de l'interception du navire, posté par l'organisation dans la nuit de dimanche à lundi aux alentours de 3 heures du matin (heure locale) sur plusieurs réseaux sociaux, a marqué l'échec concret de l'initiative humanitaire du *Madleen*, parti d'Italie le 1^{er} juin en direction de l'enclave palestinienne. Echouant, sans grande surprise, à atteindre son objectif de «brisser le blocus israélien» à Gaza, elle aura cependant rencontré un écho international grâce aux millions de vues générées par les

vidéos de la douzaine de volontaires internationaux à son bord, parmi lesquels la militante suédoise pour le climat Greta Thunberg et plusieurs activistes originaires d'Allemagne, du Brésil, de Turquie, d'Espagne, des Pays-Bas et de France.

«Retour rapide». Des images diffusées par le mouvement montrent les militants portant des gilets de sauvetage, les mains en l'air au moment de l'interception, qui s'est apparemment déroulée sans violence, certains remettant leur portable conformément aux instructions. Peu de temps avant, certains ont jeté leur téléphone portable ou tablette par-dessus bord. D'autres images, diffusées cette fois par Tsahal, montrent une distribution de sandwichs et de bouteilles d'eau aux passagers interpellés.

A bord du *Madleen* se trouvaient six ressortissants français, dont le Quai d'Orsay a annoncé lundi matin vouloir «faciliter le retour rapide» en France. Rima Hassan, députée européenne de La France insoumise, avait demandé mercredi à Emmanuel Macron de protéger l'embarcation, alors qu'elle se trouvait sur celle-ci, et de cesser de faire livrer des armes et munitions à Israël. Un appel resté sans réponse. «Depuis que nous avons eu connaissance de leur projet, contre les risques duquel nous les avons mis en garde, nous avons été en lien avec les autorités israéliennes pour prévenir tout incident», a précisé lundi le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, qui a dans le même temps appelé le gouvernement israélien à «permettre l'accès immédiat,

massif et sans entrave de l'aide humanitaire à Gaza». Côté israélien, l'interception du navire *Madleen* n'est qu'une menace mise à exécution. Le ministre de la Défense, Israël Katz, a annoncé avoir demandé à l'armée «de montrer aux passagers de la flottille la vidéo d'horreur du massacre du 7 Octobre à leur arrivée au port d'Ashdod», qualifiant la défenseuse du climat Greta Thunberg

LIBÉ.FR

■ Les insoumis ont multiplié les campagnes numériques tout le week-end pour soutenir Rima Hassan et mettre la lumière sur Gaza. ■ En France, des rassemblements en soutien au *Madleen* ont eu lieu. Plus d'infos sur notre site.

d'«antisémite» accompagnée par des «amis qui soutiennent le Hamas». Le ministre avait dès dimanche déclaré avoir donné l'ordre de bloquer l'accès du navire à Gaza.

Drones. Au sein de l'Etat hébreu, certaines organisations comme le Centre juridique pour les droits des minorités arabes en Israël (Adalah) ont exigé la «libération immédiate» des passagers du voilier humanitaire, ainsi que «la divulgation de leur sort» après une interception jugée illégale: «La flottille n'a jamais pénétré dans les eaux territoriales israéliennes et n'avait pas l'intention de le faire. Le *Madleen* naviguait dans les eaux internationales, où Israël n'a aucune juridiction ou autorité légale [...]», a rappelé le centre Adalah dans un communiqué publié lundi après-midi, annonçant entreprendre une action en justice. Selon l'équipage du navire et l'ONG Adalah, une «substance blanche non identifiée» a été larguée par des drones sur l'embarcation peu avant l'arrivée des forces militaires israélienne à son bord.

De part et d'autre de la ligne verte, l'approche du voilier humanitaire et de ses douze passagers aura fait l'objet d'une nouvelle guerre d'images. En Israël, le surnommé «celebrity yacht» a été l'objet de nombreuses râilleries sur les réseaux sociaux. Certains citoyens ont mis en

scène leurs propres enfants sur des bateaux personnels au large de l'Etat hébreu, disant vouloir confronter des activistes perçus comme des alliés du Hamas.

Sur la côte gazaouie, des enfants palestiniens ont été filmés attendant l'arrivée du *Madleen* avec des photos de l'équipage sur lesquelles était inscrit, en anglais, le message: «Gaza vous attend.» L'enclave fait face à un risque critique de famine, selon l'ONU, qui estime que 22% de sa population entre dans une situation catastrophique. Israël a autorisé le 19 mai la reprise de l'entrée d'une aide limitée via un point de passage à Kerem Shalom, après onze semaines de blocus total. Mais son acheminement au compte-goutte a créé des scènes de chaos et fait plusieurs morts et des blessés. ◀



LIBÉ.FR

Traitements contre l'obésité : l'Ozempic pourrait vous apporter un bébé surprise

C'est un médicament dont le nom est de plus en plus familier : l'Ozempic est présenté comme un remède miracle pour perdre du poids. Ces jours-ci, un autre effet secondaire a été dévoilé : de nombreuses femmes, notamment aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, pourtant sous contraception, affirment être tombées enceintes en prenant ce médicament. Analyse à lire sur notre site. PHOTO AFP

Attaque record de 479 drones en Ukraine juste avant un échange de prisonniers

La Russie a lancé dans la nuit de dimanche à lundi un nombre record de 479 drones explosifs sur l'Ukraine, a annoncé l'armée de l'air ukrainienne après cette nouvelle série d'attaques qui intervient alors que Moscou refuse toujours les demandes de Kyiv de cessez-le-feu. Dans un communiqué, l'armée de l'air ukrainienne a précisé que 460 des drones avaient été interceptés ou neutralisés, ainsi que 19 des 20 missiles tirés par la Russie. «Des impacts ont été enregistrés à dix endroits», a-t-elle précisé, sans donner plus de détails. La veille, l'armée russe avait affirmé attaquer la région ukrainienne de Dnipropetrovsk, qui borde celles de Donetsk et de Zaporizhia déjà partiellement sous contrôle russe, une première en plus de trois ans de conflit. Le 1er juin déjà, l'Ukraine avait dit avoir été visée par 472 drones dans la nuit, un record jusque-là, selon l'armée de l'air.

Lundi, cependant, l'Ukraine et la Russie ont annoncé le début d'un nouvel échange de prisonniers de guerre qui se poursuivra ces prochains



Les frappes sont quotidiennes. Ici à Kharkiv samedi. AP

jours, l'un des rares résultats des récents pourparlers entre les deux belligérants. Ceux-ci n'ont pas précisé le nombre des soldats impliqués dans cet échange qui avait été décidé au cours d'un deuxième cycle de négociations directes, à Istanbul, le 2 juin. Russes et Ukrainiens avaient alors convenu de libérer tous les prisonniers de guerre grièvement blessés ou malades et ceux âgés de moins de 25 ans. Il s'agissait de l'un des seuls points d'accord trouvés, en plus d'un échange à venir de plusieurs milliers de corps de soldats tués au combat.

«Un premier groupe de militaires russes âgés de moins de 25 ans a été rapatrié du territoire sous le contrôle du régime de Kiev. En échange, le même nombre de militaires de l'armée ukrainienne a été transféré», a annoncé le ministère russe de la Défense dans un communiqué. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a précisé que «le processus [était] assez complexe» et que «les négociations se poursuivent pratiquement tous les jours». «Pour des raisons de sécurité, le nombre final des personnes libérées sera rendu public une fois le processus d'échange terminé», a pour

sa part souligné le centre ukrainien de coordination pour les prisonniers. Selon cette source, c'est le 66e échange de prisonniers entre Kyiv et Moscou depuis le début de l'invasion russe de grande ampleur. Le médiateur ukrainien pour les droits humains, Dmytro Loubinets, a, quant à lui, déclaré que les militaires de son pays échangés lundi étaient «dans leur vaste majorité» en captivité depuis 2022. Les deux belligérants avaient déjà échangé quelque 1000 personnes de chaque camp, militaires et civils, à l'issue du premier nouveau cycle de négociations directes à Istanbul, en mai.

La Russie continue d'avancer des demandes maximalistes, à savoir que l'Ukraine lui cède les territoires dont elle revendique l'annexion et renonce à entrer dans l'OTAN. Elle rejette la trêve «inconditionnelle» de trente jours voulue par Kyiv et l'Europe. L'Ukraine réclame de son côté le retrait des troupes russes de son territoire et des «garanties de sécurité» de la part des Occidentaux.

(avec AFP)

Underground Mort d'Ariel Kalma, l'un des maîtres de la musique psychédélique

Le musicien Ariel Kalma est mort à l'âge de 78 ans, a-t-on appris dimanche. Le Français n'aura bénéficié de l'appui d'aucune institution en près de soixante ans de carrière. Il ne passa par le prestigieux Groupe de recherches musicales (GRM) qu'en tant qu'assistant. Malgré les offres de job abondantes dans la variété, équipé de sa flûte, d'un petit orgue et de deux magnétophones, il entama son ascension vers le plan astral, au mépris de toute stabilité financière. Après des années d'errance en Inde, aux Etats-Unis, en Allemagne, Kalma atterrit en Australie en 1983. Il y créa en quasi-autarcie. Jusqu'aux années 2010, quand les blogs sur l'underground des années 70 se multipliaient. Dès lors il allait embrasser l'opportunité du surgissement de hype et s'étonner d'intéresser enfin le monde. O.L. PHOTO RVNG INTL



A lire en intégralité sur Libération.fr

Thriller Mort du romancier-reporter-espion Frederick Forsyth

Ex-pilote de la Royal Air Force, ex-grand reporter et agent secret à ses heures perdues, le Britannique Frederick Forsyth, devenu écrivain par nécessité financière, était l'un des maîtres du roman d'espionnage. Il est mort lundi à 86 ans. De *Chacal* (1971) à *Kill List* (2013), Frederick Forsyth a écrit une vingtaine de romans vendus à quelque 70 millions d'exemplaires à travers le monde. Sa spécialité : des thrillers extrêmement bien documentés où mercenaires, espions et crapules s'entrechoquent dans des jeux de pouvoir haletants et réalistes. Car ce Britannique bien charpenté, à l'œil vif et au visage long, a trouvé la matière première de ses livres dans sa propre vie rocambolesque de reporter. (avec AFP) PHOTO AFP



76 millions

C'est, en euros, l'excédent annoncé lundi par le comité d'organisation des Jeux olympiques de Paris (Cojo). Il pourrait même encore grimper autour de la centaine de millions une fois les derniers ajustements réalisés. Au moins 80% de cette somme devraient bénéficier au sport français, selon le contrat signé avec le CIO: 20% seront ainsi reversés au Comité olympique français (CNOSF), une institution qui en a besoin depuis qu'une baisse des subventions de l'Etat a été décidée, et environ 60 % reviendront au fonds de dotation de Paris 2024, géré par l'Etat, le département de Seine-Saint-Denis, le CNOSF, le Comité paralympique, la ville de Paris et la région Ile-de-France. Les 20% restants reviennent au CIO.

Les 20 mesures de L214 pour son «sauvetage du siècle»

Plus de 1,2 milliard d'animaux terrestres et 7 milliards d'animaux marins ont été tués, en 2023, pour nourrir les Français. Ces chiffres vertigineux, qui incluent les importations, sont issus d'un rapport publié ce mardi par L214, dans le cadre d'une nouvelle campagne de sensibilisation. L'association se fixe un objectif: diviser par deux, à partir de 2030, le nombre d'animaux abattus chaque année pour notre consommation. Baptisée «Le sauvetage du siècle», cette campagne s'appuie sur un vaste état des lieux concernant nos habitudes alimentaires, l'indus-

trie de la viande, le modèle agricole et ses financements publics, le poids des lobbys ou celui du marketing. «Un Français sur deux déclare manger moins de viande depuis trois ans. Pourtant, les chiffres de la consommation de viande ne baissent quasiment pas dans notre pays depuis un demi-siècle», constate Brigitte Gothière, cofondatrice de L214. Les Français mangent deux fois plus de viande que la moyenne mondiale, soit plus de 83 kg par an et par habitant.» Selon L214, il est à la fois possible et impératif de réduire de moitié notre consommation carnée d'ici

à 2030. Pour ça, l'association liste 20 propositions déclinées en trois axes. Le premier s'intéresse aux modes de production et préconise notamment de réorienter les subventions, françaises et européennes, actuellement dédiées à l'élevage intensif et à la pêche industrielle, au profit de cultures végétales destinées à l'alimentation humaine. Deuxième axe: modifier l'offre alimentaire. Ce qui impliquerait, concrètement, d'accorder aux substituts végétaux davantage de place en termes de visibilité, de quantité et d'accessibilité dans les rayons de la grande

distribution. Enfin, L214 entend «changer le récit sur l'alimentation» afin de populariser «les régimes à dominante végétale». Un objectif qui passerait par la modification des recommandations et guides de nutrition officiels. Pour parvenir à ses fins, L214 mise sur des leviers déjà rodés: demander des engagements concrets aux politiques ou des objectifs chiffrés aux industriels, les mettre sous pression grâce aux mobilisations militantes, médiatiser ces actions et leurs résultats.

SARAH FINGER

A lire en intégralité sur Libé.fr



D'ordinaire, les partenariats entre espions sont largement préservés des changements politiques, fussent-ils escarpés. PHOTO DENIS ALLARD

L'espionnage français face au chamboule-tout Trump

Ces derniers mois, le renseignement américain a vécu un remue-ménage important.

Les alliés européens, notamment hexagonaux, naviguent entre «business as usual» et volonté d'autonomie.

Par
AMAEILLE GUITON

Des échelons opérationnels au plus haut niveau politique, en France comme dans toute l'Europe, la question trotte dans bien des têtes, même si personne ne la verbalise publiquement. Aussi sensible que cruciale : quel avenir pour les échanges de renseignement avec les Etats-Unis, après le retour de Donald Trump à la Maison Blanche et ses premières répercussions, nominations controversées et limogeages abrupts, coupes claires dans les effectifs, changements de pied stratégiques ? De ce côté-ci de l'Atlantique, pour les parties prenantes de ces partenariats – étroits, fournis, et jugés majeurs pour les architectures de sécurité et de défense –, c'est un singulier entre-deux. A bonne distance encore des tonitruances du Bureau ovale, mais déjà plus dans le *business as usual* des bureaucraties du secret.

Dans un monde en convulsions, le moment, tel qu'ont pu l'esquisser auprès de *Libération*

divers interlocuteurs régaliens, tient de la décantation lente. Quand les cent premiers jours du second mandat du 47^e président des Etats-Unis ont relevé, en bien des domaines, d'un dynamitage forcené des normes, des droits et des équilibres existants, les coopérations internationales entre agences, elles, n'ont jusqu'ici pas connu d'inflexions majeures, y compris sur les sujets sensibles, assurent plusieurs sources sécuritaires. Diagnostic prédominant : les évolutions se mesureront, le cas échéant, à moyen terme. Tout de même, certains évoquent, à mots pesés, des services américains perturbés par le remue-ménage dans leurs états-majors et dans leurs rangs, et une grande prudence de part et d'autre.

Situation inhabituelle tant, d'ordinaire, les partenariats entre espions sont largement préservés des changements politiques, fussent-ils escarpés. A tel point d'ailleurs que si la réélection du milliardaire de Mar-a-Lago n'a surpris personne à Paris, elle ne semble pas non plus avoir, sur le moment, inquiété

les services de renseignement quant au devenir de leurs coopérations transatlantiques, selon les premiers échos recueillis alors par *Libération*. Il est vrai qu'en novembre et décembre 2024, l'instabilité politique nationale était un sujet de préoccupation plus immédiat... Il est vrai aussi que de 2017 à 2021, quatre années d'une présidence américaine brutale, imprévisible et puissamment hostile à ses propres agences, qualifiées d'*«Etat profond»* déloyal, n'avaient pas remis en cause les échanges entre ces dernières et leurs homologues des pays alliés. Mais cette fois, l'entrée en matière de la nouvelle administration américaine a été, en ce domaine aussi, bien plus radicale qu'il y a huit ans.

CRAINTE D'UNE TRÈS FORTE POLITISATION

Arguant d'une volonté de «dépolitisier» les services américains, le grand chamboule-tout trumpien a propulsé à leurs têtes des personnalités hyperclivantes, plus connues pour leur fidélité personnelle au Président que

pour leur expérience ou compétence en matière de sécurité nationale – de quoi, précisément, laisser craindre une très forte politisation du renseignement. Avant de devenir patron du FBI, l'ex-procureur fédéral Kash Patel s'était illustré, entre autres, par ses déclarations complotistes sur l'élection «*truquée*» de 2020, sa défense fervente des émeutiers du Capitole et ses promesses de purges dans l'appareil gouvernemental.

Quant à la directrice du renseignement national (DNI, pour *Director of National Intelligence*), la transfuge démocrate convertie au trumpisme Tulsi Gabbard, elle avait refusé en 2017 de condamner les crimes du régime syrien, avant de se faire l'écho, cinq ans plus tard, des arguments du Kremlin sur la guerre en Ukraine ; elle est aujourd'hui la cheffe d'orchestre de 18 agences fédérales. A côté de ces profils particulièrement controversés, le nouveau chef de la CIA, John Ratcliffe, qui fut DNI sous Trump I, apparaît comme le plus capé et le moins abrasif des nouveaux venus, nonobstant sa proximité avec le think tank ultraconservateur Heritage Foundation et sa feuille de route clé en main pour le quadriennat, le désormais fameux «*Projet 2025*» ; contrairement à Patel et Gabbard, sa nomination a d'ailleurs été confirmée au Sénat américain avec l'apport de voix démocrates.

Surtout, début mars, la suspension par Washington du partage de renseignement avec l'Ukraine, pendant trois jours, a puissamment avivé les inquiétudes des soutiens de Kyiv. La confusion autour d'une interruption des opérations cyberoffensives dirigées contre la Russie, révélée par voie de presse puis démentie par le Pentagone, et le limogeage, le 3 avril, du général Timothy Haugh, patron du commandement cyber de l'armée américaine et de la puissante Agence nationale de sécurité, la NSA, en charge du renseignement technique, n'ont certes rien arrangé. Mais dans les rangs des espions, ce sont aussi des éléments plus discrets qui sont venus nourrir les préoccupations. «*Après l'investiture, les services américains ont envoyé des messages à tous les niveaux pour dire que rien ne changerait dans les coopérations*, raconte une source au sein des services de renseignement français. Cela s'est confirmé dans les faits. Mais dans le même temps, certains interlocuteurs dans ces services ont averti, de manière un peu contradictoire, d'un risque de changement de priorités à l'avenir.»

QUESTIONNEMENTS FACE À UN PARTENAIRE MAJUSCULE

Depuis, le rapport annuel sur l'état de la menace (*Annual Threat Assessment* en VO), compilé par les agences américaines sous la houlette de la DNI et de la CIA, est venu attester de déplacements de curseurs significatifs. Ces quinze dernières années, le haut du sommaire avait été successivement occupé par le terrorisme jihadiste, la menace cyber, puis, sous Joe Biden, par les acteurs étatiques, Chine et Russie en tête ; or, le premier chapitre de l'édition 2025, rendue publique le 25 mars, est consacré pour la première fois au narcotrafic. Lors de l'audition des chefs espions par les sénateurs, Tulsi Gabbard a désigné «*les cartels, les gangs et les autres organisations criminelles transnationales*» comme la menace la plus immédiate et directe contre «*les Etats-Unis et le bien-être du peuple américain*». Quant à la partie sur la Russie, qui s'ouvre par la perception de la guerre en Ukraine par le Kremlin, elle fait écho, en mode mineur, à l'approche nettement plus conciliante de l'administration Trump.

En parallèle, même si les effets sont moins immédiats et violents que dans d'autres administrations, en particulier celles soumises

«Après l'investiture, les services américains ont envoyé des messages à tous les niveaux pour dire que rien ne changerait dans les coopérations.»

Une source au sein du renseignement français

aux obsessions liquidatrices du «Département de l'efficacité gouvernementale» lancé puis lâché par Elon Musk, les projets de réduction drastique de voilure se multiplient dans les agences de renseignement – selon le *Washington Post*, elles pourraient perdre plusieurs milliers de postes les prochaines années, dont 1200 pour la seule CIA – comme dans les administrations sécuritaires en général – l'Agence de cybersécurité et de sécurité des infrastructures, la Cisa, pourrait fondre de 40 % de ses effectifs. Au FBI, la prise en main par Kash Patel se traduit par ailleurs par des départs, rétrogradations et «*mises en congé sans explication*», comme le raconte le *New York Times*, les fonctionnaires ayant enquêté sur Trump ou son entourage étant les premiers visés.

Quelles conséquences de ces évolutions en termes de choix structurels et d'allocations de ressources ? A ce stade, le seul sujet véritablement liquidé par la nouvelle administration, sans surprise au demeurant, est celui des campagnes de désinformation venues de l'étranger. Les homologues des Français de Viginum – qui, sans être un service de renseignement, participe de l'écosystème étatique de «renseignement sur les menaces» – ont purement et simplement disparu : en février, la task force du FBI consacrée aux influences étrangères a été démantelée ; mi-avril, le Centre de lutte contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères du département d'Etat a été dissous, coupable, selon le patron de la diplomatie américaine, Marco Rubio, d'avoir «*censuré* sous l'administration précédente «*les voix des Américains qu'il était censé servir*».

Mais de manière générale, l'impact des réorientations américaines est encore difficile à évaluer, d'autant que les effets pourraient être très différents selon les thématiques. Venue en Europe en mars rencontrer ses homologues, Tulsi Gabbard a notamment, selon nos informations, souligné l'attachement des Etats-Unis à la coopération antiterroriste auprès du coordinateur français du renseignement, Pascal Mailhos. En ce domaine où les lignes de communication survivent même aux pires glaciations diplomatiques, nul n'imagine une remise en cause de partenariats intensifiés au lendemain des attentats du 11 Septembre et solidifiés sur près d'un quart de siècle, mais reste à savoir quels moyens y seront dévolus à long terme quand Washington érige en priorités sécuritaires le crime organisé et l'immigration illégale. La question se pose bien plus vivement sur l'attitude américaine vis-à-vis de la Russie, même si celle-ci semble évoluer ces derniers temps au gré des colères dans le Bureau ovale, et si les échanges entre les Etats-Unis et leurs alliés européens sur la guerre en Ukraine se sont poursuivis depuis l'investiture.

En matière de renseignement, les interdépendances découragent les big bangs, de part et d'autre : «*Tout le monde reçoit beaucoup des Américains, mais ils reçoivent aussi beaucoup*», rappelle, à Paris, une source sécu-

taire. Mais si les questionnements, face à ce partenaire majuscule désormais incertain, restent discrets – pas question de «*frontaliser*» la relation en exprimant une «*défiance*», glisse le même interlocuteur –, les réflexions avancent. Y compris collectivement. A la mi-avril, le Service européen pour l'action extérieure, dirigé par l'Estonienne Kaja Kallas, a convié autour de sa plateforme d'analyse du renseignement, le Single Intelligence Analysis Capacity (Siac), les agences des Etats membres. Signe des temps, beaucoup étaient, cette année, représentées au plus haut niveau.

FORME DE RÉÉQUILIBRAGE À BAS BRUIT

Pour les espions du Vieux Continent, l'heure est à l'exercice d'équilibre. «*Il y a à la fois un fort consensus sur la nécessité de continuer à travailler étroitement avec les Américains, et une prise de conscience du besoin de renforcer les capacités d'appréciation autonomes et les coopérations*» entre agences européennes, explique la source au sein des services de renseignement français citée plus haut, qui juge que les deux objectifs «*ne sont pas incompatibles*». L'enjeu : intensifier les partenariats, bilatéraux ou par petits groupes, entre les pays les plus allants. A contrario, l'idée de transformer le Siac – qui ne dispose pas de capacités opérationnelles et agrège essentiellement ce que transmettent les services des Etats membres – en une agence de renseignement à part entière attachée aux institutions de l'Union, comme le préconise le rapport sur la «*préparation civile et militaire de l'Europe*» rendu à l'automne par l'ex-président finlandais Sauli Niinistö, hérisse logiquement dans des sphères très at-

tachées au pré carré des souverainetés nationales. On est certes encore loin d'une déclinaison européenne des «*Five Eyes*», cet accord de partage de renseignement né de la Seconde Guerre mondiale qui associe les grandes agences américaines, britanniques, australiennes, canadiennes et néo-zélandaises. Une alliance au sein de laquelle d'aucuns ont aussi largement matière à s'interroger sur l'avenir, à commencer par le Canada, mis sous pression par Trump qui fantasme à l'envi son annexion, et le Royaume-Uni, qui cultive en matière de renseignement des relations étroites avec plusieurs pays européens, notamment la France. Reste que la coopération au sein des «*Five Eyes*» est si forte, et si intégrée au plan des moyens techniques, que les services qui en sont membres en sont aussi très dépendants. Y compris à Londres, qui dispose pourtant, avec le Government Communications Headquarters, d'une agence de renseignement technique de tout premier ordre.

En tout état de cause, l'ère Trump II pourrait marquer une forme de rééquilibrage à bas bruit des partenariats transnationaux de renseignement, intra-européens en particulier. D'autant que la nécessité d'une «autonomie stratégique» nationale et européenne, depuis longtemps mise en avant par les autorités françaises, se fait toujours plus crûment sentir, à la mesure du durcissement des relations internationales. A ce titre, il n'est pas interdit de penser, par exemple, que l'attribution par Paris, fin avril, d'une série de cyberattaques au renseignement militaire russe avait pour principal objectif de signifier à Moscou la pleine capacité des services français à remonter, seuls, la piste des pirates du Kremlin. ◆

Les informés
de Jean-Rémi Baudot
et Agathe Lambret,
du lundi au jeudi
à 20h

1h de décryptage
et d'analyse
de l'actualité

chaque lundi
avec

Libération

franceinfo:

radio . web . tv canal 27

© Photo : Christophe Abramowicz / Radio France



Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/59/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 395€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141 € HT - Société en nom collectif (SNC) 218 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147 HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 123€ HT. CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 110 € HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,237 € HT).

75 PARIS

Avis divers

AVIS DE CONVOCATION

SACD

La Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques
Société civile à capital variable
Siège social : 11bis rue Ballu, 75442 Paris Cedex 09
RCS Paris D 784 406 936 - APE 9003 B

tiendra son assemblée générale annuelle le jeudi 26 juin 2025 à 14H30 à la Maison des Auteurs, 7 rue Ballu à Paris (9ème), avec une vidéotransmission simultanée accessible sur l'espace personnel des associés, situé sur le site Internet www.sacd.fr.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE :

- A - Présentation du rapport de transparence annuel afférent à l'exercice 2024, des rapports et attestation du commissaire aux comptes, ainsi que du rapport de la Commission de surveillance..
- B - Communication éventuelle sur le rapport de la Commission de contrôle des Organismes de gestion des droits d'auteur et des droits voisins (CCOGDA)
- C - Approbation, à la majorité relative des voix des votants, des 16 résolutions suivantes, à l'exception des résolutions n° 3 et 10 qui doivent être approuvées à la majorité des deux tiers des voix exprimées et des résolutions n° 11 et 12 qui doivent être approuvées à la majorité absolue des voix exprimées :
 - 1- Approbation de l'affectation de l'excédent de gestion pour 2024
 - 2- Approbation de l'affectation des produits financiers issus du placement des droits au cours de l'exercice 2024
 - 3- Approbation de l'utilisation des sommes irrépartissables issues de la gestion collective obligatoire ayant alimenté le budget de l'action culturelle au titre de l'exercice 2024
 - 4- Approbation de l'utilisation en 2024 des sommes non répartissables prescrites issues de la gestion collective volontaire
 - 5- Approbation de l'affectation en 2024 des prélèvements effectués sur les adaptations du domaine public
 - 6- Approbation de l'affectation en 2024 des prélèvements effectués sur le domaine public
 - 7- Approbation des comptes de l'exercice 2024, sous réserve de l'approbation de toutes les résolutions précédentes
 - 8- Approbation du rapport de transparence de l'exercice 2024, comprenant l'attestation du Commissaire aux comptes le concernant
 - 9- Approbation des conventions réglementées mises en oeuvre dans le courant de l'exercice 2024 et du rapport du Commissaire aux comptes les concernant
 - 10- Approbation du budget d'action culturelle pour 2025
 - 11- Approbation de la radiation de certains associés en situation de non-activité depuis 10 ans (application de l'article 41-V des statuts)
 - 12- Approbation de la radiation de certains associés dont l'adhésion à la SACD n'a pas été suivie d'une déclaration d'œuvre au répertoire de la Société dans le délai statutaire de 36 mois (application de l'article 41-V des statuts)
 - 13- Approbation de la modification de la politique générale de déductions sur droits
 - 14- Approbation de la modification de la politique générale de répartition des droits
 - 15- Approbation de la résolution ratifiant la désignation des représentants de la SACD dans les commissions professionnelles de l'AFDAS
 - 16- Approbation de la résolution conférant la qualité d'administrateur de la SACD pour la mandature 2025-2026 à Emmanuel Texeraud président du comité belge, et à Luc Dionne, président du comité canadien de la SACD

D - Elections aux instances statutaires :

- 1 - Conseil d'Administration (8 sièges à pourvoir - mandat d'une durée de 3 ans) : - 1 autrice/auteur de théâtre, 1 autrice/auteur d'humour, 1 compositrice/compositeur, 1 auteur/autrice cinéma, 2 scénaristes de télévision, 1 réalisatrice/réalisatrice de télévision, 1 autrice/auteur d'animation
- 2 - Commission de Surveillance (2 sièges à pourvoir - mandat de 3 ans) : 2 auteurs/autrices d'oeuvres audiovisuel Les associés n'ayant pas voté par correspondance postale ou par voie électronique à distance pourront voter en séance de 14h à 16h.

L'ensemble des documents (notamment le rapport sur la réforme statutaire, le rapport de transparence et les comptes annuels), les résolutions et leurs textes explicatifs, ainsi que les renseignements sur les candidats au Conseil d'administration et à la Commission de surveillance (notes d'intention et CV), sont à votre disposition, sur votre espace personnel du site www.sacd.fr et au siège de la SACD depuis le 25 avril 2025, ainsi que sur le site de vote électronique <https://vote5.eklesio.com/elections-SACD> depuis le 23 mai 2025.

Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD TOUS STYLES TOUTES QUANTITES

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

Vous voulez passer
une annonce dans

Libération

Vous avez accès à internet ?
Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne
<http://petites-annonces.libération.fr>

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

Université américaine (EDUCO) cherche familles Paris (1er au 20ème arrdt)

pour hébergement rémunéré d'étudiants (1030€/mois)
chambres individuelles
petit déjeuner tous les jours
3 repas par semaine

Durée du séjour :
septembre à décembre
et/ou janvier à fin mai

Tél : 09.77.35.00.58

Libération est habilité pour toutes
vos ANNONCES LÉGALES
sur les départements
75-93-94
de 9h à 18h au **01 87 39 84 00**
ou par mail legales-libe@teamedia.fr

Libération
Chaque mardi,
la nouvelle newsletter
de «Libération» passe
au crible l'extrême droite,
du RN aux groupuscules
violents



FRONTAL

Inscrivez-vous sur libe.fr/frontal



À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

21h10. Koh-Lanta - La revanche des 4 Terres. Jeu. Émission 15 (Parties 1 & 2). Présenté par Denis Brogniart.

23h30. Secret Story. Divertissement. Saison 13 - Kick.

FRANCE 2

20h45. Urgence océan : un sommet pour tout changer ?. Magazine. Présenté par Léa Salamé, Hugo Clément.

23h00. Polynésie, pour quelques degrés de plus!. Documentaire.

FRANCE 3

21h05. Bellefond. Téléfilm. Le prix de la vie. Avec Stéphane Bern, Anne Caillon.

22h40. Bellefond. Téléfilm. Mauvaise leçon.

FRANCE 4

21h00. M et Thibault Cauvin - L'heure miroir. Spectacle.

22h30. En noires et blanches. Spectacle. Un spectacle de Louis Chedid et Yvan Cassar.

FRANCE 5

21h05. Enquête de santé. Documentaire. Mieux vivre avec l'arthrose. **22h50.** Ce soir. Magazine.

CANAL+

21h10. Leurs enfants après eux. Drame. Avec Paul Kircher, Angelina Woreth. **23h25.** Faut voir ! L'hebdo cinéma. Magazine. Épisode 30.

ARTE

21h00. L'Est de l'Europe entre Hitler et Staline. Documentaire. Une terre de sang.

22h30. Les ambassadeurs de la collaboration.

M6

21h10. 9-1-1. Série. Retrouvailles. Déconnectés.

22h45. 9-1-1. Série. 6 épisodes.

PARIS PREMIÈRE

21h00. Inspecteur La Bavure. Comédie. Avec Coluche, Gérard Depardieu.

22h50. Françoise Hardy, tant de belles choses....

TMC

21h25. 90' Enquêtes. Magazine. Chauffards, bagarres, fêtards : pas de vacances pour les gendarmes du Gard.

22h45. 90' Enquêtes.

W9

21h10. État de choc. Magazine. Prison US : quand les gangs blancs font la loi.

23h20. État de choc.

TF13

21h10. MILF. Comédie. Avec Axelle Laffont, Virginie Ledoyen. **23h05.** Le coup du siècle. Film.

CSTAR

21h10. La folie du camping-car. Documentaire. **23h05.** La folie du camping-car.

T13

20h40. Bonaparte, la campagne d'Egypte. Documentaire. La conquête. Oui. **22h30.** Pour tout dire.

TF1 SÉRIES FILMS

21h10. Camping Paradis. Série. Les mots du cœur (Parties 1 & 2). **23h05.** Camping Paradis. Téléfilm.

6TER

21h10. Un jour. Romance. Avec Anne Hathaway, Jim Sturgess. **23h00.** Ma reum. Film.

CHÉRIE 25

21h05. Snapped : les femmes tueuses. Magazine. Jerrie Lynn Acklin. **22h00.** Snapped : les femmes tueuses.

L'ÉQUIPE

20h45. Football : Multiplex. Sport. 4^e journée - Qualifications Coupe du monde 2026. **22h45.** 24 minutes chrono.

RMC DÉCOUVERTE

21h10. Dans les secrets des films "fast & furious". Documentaire. 2 épisodes.

22h55. Dans les secrets des films "fast & furious".

RMC STORY

21h10. Terminator Genisys. Science-fiction. Avec Arnold Schwarzenegger. **23h20.** Enlèvement demandé : le quotidien des fourrières.

Libération

[www.libération.fr](http://www.liberation.fr)
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 23 243 662 €

113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Hamdam Mostafavi,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Beccuembois
(spéciaux), Laure Bretton,
Gilles Dhers (pilotes web),
Christian Losson
(enquête),
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L.),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Matthieu Ecoiffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Pérón (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saura être engagée en cas de non-restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5557 MOYEN

3	8						1
4		9	2		7	5	6
	5	7			2	3	
5	2		8		1	3	
9	7	8	3	4	6	2	5
1			2			9	
6	3				1	5	
8	1	6	2	3		7	
2						8	



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

3	1	2	9	7	4	5	6	8
9	1	2	4	5	8	6	7	3
3	4	5	2	6	7	1	8	9
7	6	4	5	8	2	9	3	1
5	8	9	7	1	3	2	6	4
2	3	1	6	4	9	7	5	8
8	5	6	1	7	4	3	9	2
1	9	7	3	2	5	8	4	6
4	2	3	8	9	6	5	1	7

DIFFICILE

4			6	9
5	4	8	9	7
	6	2		
6	5	7	3	8
4				3
9	3	5	8	2
	8	5		
6	9	3	4	1
7			4	5

Faites un don à Libé



◆ Soutenez le travail exigeant de 220 journalistes engagés et indépendants

◆ Défendez la liberté de la presse et son rôle dans le débat démocratique

◆ Participez activement à la transformation de la presse à l'ère du numérique



Je souhaite faire un don par carte bancaire, chèque ou PayPal : liberation.fr/don

L'association Presse et Pluralisme

vous permet d'effectuer un don à Libération et de bénéficier d'une **déduction d'impôt** égale à 66% du montant versé (dans la limite de 20% de votre revenu imposable).

Vous avez la possibilité d'effectuer un **don ponctuel ou mensuel** via un **paiement sécurisé** par carte bancaire, par chèque ou par PayPal.

Presse et Pluralisme émettra un reçu fiscal et vous l'enverra afin que vous puissiez bénéficier de la déduction d'impôt.



IDÉES/

À MONACO, PENSER LA VÉRITÉ

Fake news, secrets de familles, mensonges... Jusqu'à dimanche, les Rencontres philosophiques de Monaco consacrent leur Semaine de la philo à la notion de vérité. Peut-on la faire éclore sur le divan ? Faut-il l'envoyer au diable ? Comment l'apprendre à nos enfants ? Seront présents entre autres la philosophe Claire Marin, la politologue Asma Mhalla, l'écrivaine Vanessa Springora, le psychanalyste Stéphane Habib ou encore l'essayiste David Djaiz. Programme sur philomonaco.com

«Participer à un secret de famille, c'est toujours pressentir sa puissance de déflagration»

La philosophe Claire Marin décortique la mécanique de l'omerta familiale qui entoure notamment les cas de violences sexuelles. Elle souligne la nécessité de la reconnaissance publique de faits aux effets destructeurs et déshumanisants.

Recueilli par
ANASTASIA VÉCRIN

Quelle famille n'a pas dans un coin un placard rempli de trahisons, d'infidélités ou de violences ? Certains silences sont si lourds qu'ils laissent des traces indélébiles, jusqu'à se transmettre de génération en génération. Ces secrets, une fois révélés, s'apparentent à des tremblements de terre. De Vanessa Springora à Adèle Yon, en passant par Camille Kouchner, ces récits démontrent le poids des ombres et du mutisme sur le rapport à soi et aux autres. La philosophe Claire Marin revient sur la nature de ces dissimulations qui menacent la structure même de la famille, elle souligne le «coût émotionnel monstrueux» pour celles et ceux qui les révèlent. Dans le cadre du Voyage à Nantes, l'autrice de *Rupture(s)* paru en 2019 consacre, avec la plasticienne tisseuse Jeanne Vicerial, une exposition (1) aux paroles intérieures que produit le silence.

Inceste, parent nazi, enfant caché, adultère... On dit que

chaque famille a ses secrets. Comment définir un «secret de famille» ? Quelle différence avec le non-dit ?

Dans le secret, il y a une intention de ne pas dire ou une injonction subie à se taire alors que le non-dit peut se jouer dans l'interstice d'une relation et témoigner d'une différence de perspective. Il peut relever de l'évidence pour certains là où il apparaît comme une révélation pour d'autres. Le non-dit se transmet dans la banalité du quotidien et s'inscrit parfois dans les structures mêmes de la relation. Chaque relation a son propre baromètre de ce qui se dit et ne se dit pas. C'est aussi parfois les émotions les plus fortes, les angoisses, l'amour, les ambitions qui ne sont pas dites, parce que les exprimer apparaît comme trop bouleversant.

Le secret de famille menace sa structure, son histoire. Toutes les familles élaborent plus ou moins consciemment un roman familial, mais les «vrais» secrets de famille sont comme une clé de voûte, et leur révélation met en péril l'édifice qu'ils soutiennent. Le secret de famille joue avec les générations et saute des cases. On sait qu'il revient souvent aux petits-enfants de s'emparer de ces archives sensibles et d'élucider les zones d'ombre ou les incohérences du récit familial.

Il s'agit souvent de comprendre quelque chose de l'origine de la violence, d'identifier ses racines, parfois lointaines et d'identifier les différentes formes qu'a pris cet héritage silencieux de la violence. Révéler un secret est aussi un moyen de mettre un terme à cette transmission destructrice.

Plusieurs récits, comme *la Familia Grande* de Camille Kouchner, ont fait sortir du silence des cas d'inceste ou de violences sexuelles. Comment expliquer cette omerta qui dépasse parfois le cadre familial et qui profite toujours aux agresseurs ?

En effet, des ouvrages comme ceux de Camille Kouchner, de Vanessa Springora, de Neige Sinno, d'Hélène Devynck ont joué un rôle important dans ce mouvement plus général où hommes et femmes témoignent, écrivent, enquêtent sur les violences sexuelles et la dévastation psychique qu'elles engendrent. Mais cette libération de la parole est lente – il faut se souvenir que Christine Angot publie

l'Inceste en 1999 – et parler a un «coût» émotionnel monstrueux pour celles et ceux qui dénoncent ces violences.

Cela reste une réalité sociale que l'on préfère nier ou minimiser, comme si cette horreur était exceptionnelle. Sur ce plan,

le rôle des institutions est essentiel : les prédateurs sexuels, les auteurs de violences intra familiales ne peuvent pas rester impunis, la parole des victimes doit être dignement accueillie, dans les commissariats, les hôpitaux et les structures scolaires, par un personnel formé à ces situations difficiles.

Comment cette occultation agit-elle sur les membres de la famille ?

Participer à un secret de famille d'une manière plus ou moins consciente ou plus ou moins douloureuse, c'est toujours pressentir sa puissance de déflagration. Mais c'est aussi d'une certaine manière, laisser se diffuser l'idée

d'une banalité de la violence, dont on voit qu'elle se répercute sous différentes formes d'une génération à l'autre.

Que permet la révélation de la vérité ?

Elle permet la vérité, tout simplement, mais de manière vitale pour les victimes, c'est-à-dire la reconnaissance publique de la réalité d'une relation ou d'un acte aux effets destructeurs et déshumanisants. Cette révélation devrait permettre l'exercice de la justice, la condamnation des agresseurs. Elle est une étape dans la réparation et la reconstruction des victimes si, comme on vient de l'évoquer, cette vérité est entendue, prise au sérieux et suivie d'effets. Si ce n'est pas le cas, l'impunité des coupables est une deuxième salve de violences pour la victime.

Cette révélation est-elle toujours nécessaire ? N'y a-t-il pas des silences qui protègent ? Des secrets qui font du bien ?

Il y a des silences qui protègent les apparences, qui dissimulent des engagements politiques ou des filiations mensongères. Sur ce point, les enquêtes familiales qui suscitent de plus en plus d'intérêt aujourd'hui montrent bien à quel point l'histoire d'un patronyme, et de ses modifications, comme dans le dernier livre de Vanessa Springora (2), est révélatrice de la manière dont le passé est parfois fictionnalisé. Des silences ont protégé bien sûr, quand un simple prénom pouvait mettre en danger un enfant, quand la consonance d'un nom de famille était une condamnation à mort. On peut penser qu'on ne doit la vérité qu'à ceux qui la méritent, à ceux qui n'en feront pas un usage criminel, comme l'affirment certains philosophes.

En dehors de ces configurations tragiques, on peut prendre la «défense du secret» selon le titre d'un ouvrage de la psychanalyste Anne Durfourmantelle, comme lieu d'une



INTERVIEW

HANS LUCAS / AFP





COCO FRONSAC / VOZIMAGE

intériorité préservée. C'est sans doute d'autant plus nécessaire aujourd'hui où l'intime tend à devenir une monnaie d'échange et un ensemble de données. Comme l'analyse Laurence Joseph dans son dernier livre (3), préserver en soi un abri de silence est une manière de s'appartenir. Il y a des silences contraints qui nous emprisonnent et d'autres qui découvrent en nous un espace intérieur de présence à soi. ◆

(1) Jeanne Vicerai, Claire Marin, «In silentio», exposition du 20 juin au 31 août au Lieu Unique, Nantes, dans le cadre du Voyage à Nantes.

(2) Patronymie, Grasset, 2025.

(3) Nos silences. Apprendre à les écouter, Autrement, 2025.

Claire Marin interviendra mercredi de 19 heures à 21 heures, au Théâtre Princesse Grace de Monaco sur le thème «Les secrets de familles», avec Vanessa Springora et Laurence Joseph.

Faut-il tout dire aux enfants ?

Si nous considérons les enfants comme des sujets et donc des interlocuteurs à part entière depuis Françoise Dolto, il ne faut pas leur donner une place de semblables, ni de «confidents».

Si l'on en croit la pédiatre et la psychanalyste Françoise Dolto (1908-1988), il faut parler vrai aux enfants, tout le temps : «Tout est à mettre en mots.» La raison qu'elle invoque pour «tout dire» est que la difficulté pour l'enfant ne réside pas uniquement dans l'événement lui-même, mais dans la manière dont il a pu le vivre, dans la façon qu'il a pu ou non le mettre en mots, dans les paroles dont on a pu l'entourer ou même recouvrir ce qu'il a vécu. Ce que Françoise Dolto a cherché à faire comprendre aux parents, dans les années 1970-1980, dans ses livres et ses interventions radiophoniques, c'est qu'il fallait réviser notre relation à l'enfant : il ne s'agit pas tant de parler *de* l'enfant que de parler *à* l'enfant, pas tant de l'observer que de parler *avec* lui. L'enfant est un sujet à venir dès avant sa naissance – dans le prénom qu'on lui choisit, dans les pensées et les rêveries de ses futurs parents. Parler à l'enfant, même nourrisson, c'est lui reconnaître sa place, c'est l'humaniser, disait Françoise Dolto. C'est ce qu'elle faisait avec ses jeunes patients, c'est ce que nous faisons avec les enfants depuis elle. Nous parlons aux bébés quand nous sommes en leur présence, quand nous prenons soin d'eux. Nous ne faisons pas comme s'ils n'étaient pas là, comme s'ils n'étaient pas des sujets à part entière. Françoise Dolto prenait elle-même appui sur une découverte freudienne, vieille de plus de cent ans : l'enfant est

un être non seulement sensible, mais pensant, et ce, très tôt dans son histoire. Il perçoit, réfléchit, répond avec les moyens qui sont les siens et s'imagine bien des choses, même avant d'être capable de les articuler de manière tout à fait intelligible. Et c'est à partir des «choses» qu'il ressent, observe et déduit du monde qui l'entoure qu'il se construit. Des choses qu'il peut prendre plaisir à s'imaginer, mais également des choses qui peuvent s'avérer terrifiantes.

Laisser les enfants dans le silence, ne pas répondre aux questions qu'ils se posent et nous posent peut s'avérer plus que problématique – traumatique. Car répondre à côté, raconter «des histoires» à l'enfant, sur son passé, sur la vie et la mort de ses proches, c'est l'obliger à avancer avec un handicap, avec une incohérence avec laquelle il lui faut se débattre ; c'est le contraindre à enfouir ce qui le tourmente. C'est aussi trahir sa confiance et mépriser son statut de sujet.

DOLTO AURAIT-ELLE VÉCU ?

Parler aux enfants, c'est avant tout se mettre à leur écoute, entendre leurs questions, répondre à ce qu'ils nous demandent. Dans la mesure de ce que l'on sait. Y répondre par des paroles sincères. Parler à un enfant, ce n'est jamais simplement lui donner des informations – même si certaines peuvent être indispensables à son équilibre, et même vitales – c'est toujours aussi entrer en dialogue avec lui, s'enquérir de ce qu'il pense ou comprend de ce qu'on lui dit, de ce qu'il vit. La chose est aujourd'hui

largement entendue : il faut parler aux enfants et surtout avec les enfants, leur parler vrai, mais peut-on, doit-on tout leur dire ? La question mérite d'être posée à nouveaux frais. Ne faudrait-il rien leur cacher de la réalité telle qu'elle nous apparaît, ni de nos états d'âme ? Nous montrer tout à fait transparents ? Tout le temps ? La doctrine de Françoise Dolto aurait-elle vécu ? Ou peut-être a-t-elle été interprétée de manière trop littérale ?

Tout dire à l'enfant, c'est sans doute trop en dire. Et d'ailleurs quel est ce «tout» dire dont le parent, l'adulte se croit détenteur ? S'agit-il de tout dire du monde tel qu'il va, des dangers qui pèsent sur la planète ? De tout dire de notre vie personnelle, de nos joies et nos peines ? Tout dire, c'est risquer d'alourdir et de submerger l'enfant, de lui faire occuper une place qui n'est pas la sienne, celle du semblable, voire du confident. Répondre à ses questions sur la sexualité, sur la mort, la disparition d'un proche, la séparation des parents, sur toutes les questions qu'il pose ou qui se posent pour lui est plus que légitime. Ne pas «tout dire» à l'enfant, dans la mesure où cela ne le concerne pas directement, où il ne le demande pas – et peut-être même dans certains cas, même s'il le demande –, c'est également le protéger et le respecter.

Respecter son statut de «mineur», respecter sa minorité qui, avant d'être juridique, est éthique ; respecter l'asymétrie qui met l'adulte en situation de responsabilité face à lui. «Responsable» vient d'un mot latin qui veut dire «celui, celle qui répond de, qui garantit». Etre responsable de l'enfant, c'est être garant d'une différence de places que l'adulte ne doit pas ignorer et qui l'oblige à une certaine retenue.

Au-delà même du message qu'on adresse à l'enfant, la complicité dans laquelle on l'entretient en lui disant «tout» peut lui faire l'effet d'une confusion, parfois même d'une effraction. Ainsi que l'a très finement expliqué un psychanalyste hongrois,

disciple de Sigmund Freud, Sándor Ferenczi (1873-1933), les adultes et les enfants ne parlent pas exactement la même langue, notamment pas la même langue des sentiments.

ÉTOUFFER LA CURIOSITÉ

Entre l'expérience de l'adulte et celle de l'enfant, il y a une part d'intraduisible, un écart qu'il est essentiel de ne pas chercher à réduire. Parler à un enfant de sa vie dans le menu détail, de ses désirs, de ses angoisses, peut s'avérer *in fine* plus perturbant que libérateur. Prévenir l'enfant par avance d'un savoir, devancer ses questions de manière systématique, c'est risquer de le priver de son propre chemin de pensée et d'expérience, d'étouffer dans l'œuf sa curiosité.

S'il est sans doute préférable de ne pas «tout» dire aux enfants, c'est parce que ce «tout» n'intéresse pas réellement leur existence, ne répond pas à leur questionnement ni à leurs inquiétudes, enfreint et colonise l'espace qui leur est propre. Le parler vrai de Françoise Dolto était aussi un parler juste – d'une justesse qui n'est sans doute pas facile à trouver pour l'adulte. Si parler vrai exclut de mentir, de travestir la vérité que l'enfant aura à affronter, celle de sa vie, de sa condition d'humain, parler vrai n'équivaut pas à tout dire, ni à dire sans filtre, ni mesure. ◆

Isabelle Alfandary interviendra mercredi de 12 h 30 à 14 heures, au Théâtre Princesse Grace, à Monaco, sur le thème «Peut-on tout dire aux enfants ? Parole et sexualité», avec Cécile Ladjali et Chloé Sallée.

Par
ISABELLE ALFANDARY



DR

Professeure à l'Université Sorbonne-Nouvelle, philosophe, psychanalyste

Les adultes et les enfants ne parlent pas exactement la même langue, notamment pas la même langue des sentiments.

IDEES/

À MONACO, PENSER LA VÉRITÉ

Fake news, secrets de familles, mensonges... Jusqu'à dimanche, les Rencontres philosophiques de Monaco consacrent leur Semaine de la philo à la notion de vérité. Peut-on la faire éclore sur le divan ? Faut-il l'envoyer au diable ? Comment l'apprendre à nos enfants ? Seront présents entre autres la philosophe Claire Marin, la politologue Asma Mhalla, l'écrivaine Vanessa Springora, le psychanalyste Stéphane Habib ou encore l'essayiste David Djaiz. Programme sur philomonaco.com

La psychanalyse, une inspection de la merde à la recherche de la vérité

La discipline inventée par Freud consiste à faire entendre ce qui se dit à qui le dit. Rendre audible ce qui, se disant, ne tombait dans aucune oreille. Il n'y a pas de vérité qui ne soit partagée.

La psychanalyse a changé de nom. Elle a choisi plus présentable, digne, scientifique, grec. Elle eut pourtant un premier nom, fait en langue mineure et de sens multiples, le noble et l'ignoble, le pur et l'impur s'y mêlant inextricablement : *drekkoologie*, du yiddish *drek*. Ce nom n'aura manifestement pas marqué les mémoires, mais la psychanalyse s'y annonce.

Drek, c'est, dans sa version présentable, le «rebuit», le «déchet». Mais *drek*, c'est aussi la matière – la psychanalyse est un matérialisme – à savoir la «merde». Oui, en 1897, Freud (1856-1939) invente une «indiscipline» et dans une lettre à son ami Wilhelm Fliess (1858-1928) la baptise *drekkoologie*: «étude de la merde». Pourquoi la «merde»? Parce que la psychanalyse est appelée par ce devant quoi on préfère détourner le regard, voire fermer les yeux et se boucher le nez et les oreilles. Le petit, le fragile, les restes, les traces, le presque rien, le déchet, le rejeté, la rejetée, les oublié-e-s et de l'histoire et dans leur histoire même.

Ne pas reculer devant la nécessité de se baisser afin d'y ramasser, glaner, cultiver, ouvrir les possibles que les restes portent et abritent. Un-e psychanalyste n'a pas à «se hausser du col» (la formule est de Lacan), c'est un-e *drekkologue*.

ÉTRANGE TROU THÉORIQUE

Accueillir ce qui l'appelle, la psychanalyse vacille. Elle bouge, se transforme, change, mute en permanence. Psychanalyse est donc le nom d'un mouvement dont la définition minimale est : *accueil de ce qui arrive*. La chose est concrète: accueillir sera écouter. Mais écouter reste à penser. On peut au moins ici commencer à en dégager la structure ou le noyau. La vérité y loge.

La psychanalyse consiste à faire entendre ce qui se dit à qui le dit. Ecouter revient à passer son écoute à celle ou celui venu·e parler à un-e psychanalyste. Ici, même en passant il apparaît décisif de le souligner, se rejoignent psychanalyse et politique en ce qu'il s'agit d'abord et avant tout de rendre manifeste ce qui arrive.

On pourrait appeler cela «désilencier».

Rendre audible non pas ce qui ne se disait simplement pas, mais ce qui, se disant, ne tombait dans aucune oreille, ce qui ne trouvait (le pourquoi compte) aucune écoute, aucun accueil, aucune hospitalité. Par l'oreille, par ce passage de l'écoute commencent à être déroutées et neutralisées les formes différentes et tristement inventives du rejet: refoulement, déni, effacement, forclusion, érassement, évitement, entre autres. On aura raison de souhaiter nommer cela vérité. Vérité devient le nom d'un passage. Un passage d'oreilles. Car il s'agit bien de greffer une écoute sur une écoute (une au moins), de greffer des oreilles sur des oreilles. De passer son écoute (relire à l'appui tous les travaux de Peter Szendy consacrés à l'écoute, étrange trou théorique dans le corpus analytique). Exactement comme on peut passer son casque afin de faire écouter la musique que l'on écoute à un-e autre. Passage -d'écoute - à entendre: partage. Il n'y a pas de vérité qui ne soit partagée. (On l'entend, politique, éthique et psychanalyse se tressent ici par l'emmêlement nécessaire à leurs pratiques et leurs théories.)

LIEU SANS LIEU

On peut écrire une histoire de la vérité dans l'histoire de la psychanalyse. On y verrait alors bien des choses intéressantes, notamment comment elle se fait, s'écrit et s'invente par le travail avec tous les champs du savoir. On y apprendrait comment la vérité sous ses différentes formes prises dans l'histoire de la pensée occidentale, adéquation ou révélation, «matérielle» ou «historique» (Freud dixit), a été discutée et repensée depuis l'inconscient. Mais au fond elle porterait encore les habits trop grands, trop prestigieux, trop glorieux, voire éblouissants de la déesse Métaphysique, attribuant ce fameux

En 1897, Freud invente une «indiscipline» et la baptise *drekkoologie*: «étude de la merde». Pourquoi la «merde»?
Parce que la psychanalyse est appelée par ce devant quoi on préfère détourner le regard.



CHINCH GRYNIEWICZ, PLAINPICTURE

la monolithe à vérité en répondant à la question pour elle inévitable : «Qu'est-ce que la vérité?».

Cependant on n'y entendrait pas la singularité de la psychanalyse, sa *drekkoologie* fondamentale, repartant toujours de ceci que «nous sommes né-es entre l'urine et les fèces» (fiente, excréments, etc. C'est selon.). Vérité y est un lieu, un lieu sans coordonnées géographiques, un lieu sans localisation précise, un lieu inapproprié, un lieu sans lieu et qui n'appartiendra jamais à personne.

Elle se trouve... dans une oreille. Elle-même surmontée de l'oreille d'un-e autre. La vérité suppose l'autre. Elle se fait avec les corps parlants écoutants, multiples. Elle s'écrit collectivement. Elle échappe, elle tombe. Les oreilles se baissent, la ramassent, la refilent. Lacan l'entend parler sur le divan : «Déjà vous voilà perdus, je me démens, je vous déifie, je me défile vous dites que je me défends.»

Il en tire ceci qu'elle se donne dans la parole. Il en déduit que la psychanalyse consiste à «défaire par la parole ce qui

a été fait par la parole». Il faut désormais y ajouter, en affinant : la parole ne parle qu'à supposer des oreilles. L'écoute fait se déployer la parole. La psychanalyse défait par les oreilles ce qui s'y dépose de la parole d'un-e autre. Défaisant ainsi, elle fait, elle donne lieu – peut-être – à la vérité. ◀

Stéphane Habib interviendra vendredi à 14h30 au Théâtre Princesse Grace, à Monaco, sur le thème «La vérité sur le divan», avec Isabelle Alfandary, Laurie Laufer et Judith Revel.

Par
STÉPHANE HABIB



Psychanalyste et philosophe



REJOUISSANCES

Par
LUC LE VAILLANT

Le jour où l'intimité artificielle mettra fin à la guerre des sexes

Et si le recours aux assistants conversationnels initiait un processus de paix entre les belligérants #MeToo ?

La guerre des sexes est terminée. Si, si, je vous assure. Et j'avoue qu'elle ne manquera pas au pacifiste mélangeur que je suis. L'artificialisation de l'intimité et la numérisation de la sexualité devraient renvoyer chacun à sa masturbation sentimentale, à son miroir qu'il biseautera à sa guise et à sa glace teintée de solitude rassurante. Les agents conversationnels, dont la montée en gamme semble irrépressible (1), feront office de partenaires amoureux jamais désobligants et de coachs en développement libidinal scrupuleusement gnangnans. Des robots humainement ressemblants et sexuellement complaisants feront l'affaire jusqu'à complète satisfaction et sans récriminations postérieures d'aucune sorte. Des exosquelettes à quêquettes et zézettes actionneront des terminaisons tentaculaires ou ovoïdes, à choisir sur catalogue. Les interfaces seront devenues tellement performantes qu'elles seront capables de créer des jubilations en vases clos qui éviteront la recherche d'une altérité forcément perturbante.

«*Il n'y a pas de rapport sexuel*», la fameuse phrase de Jacques Lacan, trouvera enfin sa réalisation pleine et entière. Le psy à cigarrillo et à lavallière voulait dire que s'il y avait évidemment interaction charnelle, il n'y avait jamais union, ni fusion des hommes et des femmes, qu'il appréhendait comme structurellement différents. Pour lui, chacun était tenu de construire ses jouissances et son existence à sa manière et sans attendre de l'autre qu'il le pré-détermine, le préempte nibien sûr le prévarique. IA aidant, l'individu deviendra autosuffisant. En conséquence, les gens en tous genres qui se sont découverts en conflit ouvert depuis #MeToo n'auront plus matière à débat, ni à pugilat. Ils n'auront plus

rien à se dire et pourront enfin se dispenser de médire de rapprochements qui n'existeront plus tant ils seront devenus inutiles à la prospérité des ego. On en finira enfin avec la déploration des délassements, sans parler des demandes de réparation pour cause de négligence.

Bien sûr, cette dissociation finale ne se fera pas en un jour. Il y aura des retours en arrière et des mesures de rétorsion, des ralliements et des raidissements, des tentatives de conciliation et des ruptures de cessez-le-feu. Avant que la bascule anthropologique ne s'accomplisse, la querelle continuera à s'envenimer et la guérilla à prospérer. Il y aura encore des dénonciations nécessaires d'abus de tous ordres et des délations indigentes de baisers inappropriés et de caresses malaisantes. Certaines ultras revendiqueront la misandrie comme philosophie identitaire et l'utiliseront pour dégrader l'autre moitié de la population (2). Elles se regrouperont en conclaves non mixtes, ne liront plus que des ouvrages écrits par leurs semblables et préféreront pour l'œuvre de chair leurs sœurs de cœur à leurs conjoints disjoints. Par mesure de rétorsion, les délaissés vireront masculinistes et se pendront au cou des petits-neveux de Trump et de Poutine. Ils feront systématiquement signer devant notaire un

L'individu [autarcique] sera devenu poisson rouge tournant de plus en plus vite dans l'aquarium de son nombril pour échapper au requin chagrin né de ses entrailles archaïques.

accord de consentement irréversible à celles qui se seront laissées importuner avec délectation et souhaiteraient passer une nuit avec un membre de la tribu ennemie. Pourtant, petit à petit, les escarmouches s'espaceront et les hostilités cesseront faute de combattantes mordantes et de belligérants méchants, tant les IA feront le métier au point que l'acronyme sera désormais détaillé en «Intimité Artificielle», en «Intelligence Affective» ou, façon oxymore, en «Interconnexion Autonome».

La question de la reproduction de l'espèce sera réglée par des modalités déjà en germe. GPA, PMA ou adoption de bébés conçus par

inadéquation par quelques déviants y pourvoiront tant les deux corps de batailles n'auront plus de raison d'ajouter leurs ardeurs ou de tamponner leurs humeurs. Il n'est pas certain que ces techniques suffisent à repeupler la planète, mais la logique décroissante des «No Kids» y trouvera son compte. L'individu autarcique aura été au bout de sa logique narcissique. Il aura réussi à échapper aux déterminismes familiaux, sociaux et biologiques, et je l'en féliciterai. Il se sera enfin défait de l'assujettissement aux désolantes frustrations désirantes comme aux désespérantes maladies d'amour. Il ne pourra s'en prendre qu'à lui-même si ses avatars consolateurs sont incapables de le délivrer de son spleen ou si ses exhausteurs de bonheur physique sont sans issue. Il sera devenu poisson rouge tournant de plus en plus vite dans l'aquarium de son nombril pour échapper au requin chagrin né de ses entrailles archaïques.

Lennui, c'est qu'il est très possible qu'un nouveau #MeToo voie le jour, et que les IA dénoncent le harcèlement et l'emprise de ces humains qui le seront trop restés. Il est probable que, cette fois, la mise en cause soit non-binaire. ♦

(1) Libération du 30 mai.

(2) Entretien avec Camille Froidevaux-Metterie, le Monde des 25-26 mai.

SIGNÉ COCO





CULTURE/

Encantado
de la chorégraphe
brésilienne
Lia Rodrigues.

PHOTO SAMMI LANDWEER

s'organisent, s'accordent, s'éloignent, bref; tentent de vivre ensemble, raconte l'artiste. La figure des oiseaux traverse l'histoire des humains comme celle de leur production artistique : on les retrouve notamment dans la pièce d'Aristophane au titre éponyme, qui entretient de nombreuses correspondances avec notre époque. C'est aussi le symbole de l'effondrement de la biodiversité ; on trouve des alertes sur la disparition des chants d'oiseaux dès les années 1960 !»

Crescendo

Boucles ou répétitions sont souvent nécessaires à l'obtention de ces états particuliers. Lia Rodrigues a choisi dans son *Encantado* des chansons du peuple indigène Guarani Myba, scandées en un crescendo frénétique. Dans le travail, répéter un motif ou une image peut aussi servir de subterfuge pour «faire lâcher l'interprète». «Se concentrer sur cette psalmodie permet de mettre le mental en retrait», explique de son côté Nacera Belaza. Car ces danses ne visent pas à être comprises, mais à provoquer une connexion presque charnelle. «La répétition permet de poser un cadre, de faire accepter au spectateur qu'il ne se passera rien de plus sur le plan cérébral et que le lien passera par autre chose.»

L'artiste conçoit le son et la lumière comme des écritures à part entière, qui peuvent «apporter amplification, dédoublement ou distorsion à la chorégraphie». La partition de *la Nuée* est ainsi tressée de sons assez bruts, sans rien de mélodique ou d'harmonieux : une décision «qui ne relève pas d'un choix conscient, mais a été dictée par le travail sur le motif», précise-t-elle. A la notion de «transe», Nacera Belaza préfère celle de «présence ultra-consciente», indispensable à l'émergence d'écritures qui se confrontent et se complètent.

«Lors de ces moments de création, la moindre action cérébrale volontaire peut déformer ce qui est sur le point de naître», raconte-t-elle. Pour laisser faire l'intuitif, il faut favoriser cet état d'attention aussi fragile que puissant.» Sorte de sculpture de chair taille XXL, *Weathering*, de l'artiste américaine Faye Driscoll, repousse aussi les limites. Cette performance (présentée pour la première fois en France) engage les interprètes dans un enchevêtrement corporel inextricable qui mêle tous les sens, geste, voix, odeur, sueur, souffle, salive, et autres sons, parfums, liquides, objets... Un chaos qui happe, fascine ou dérange, mais ne laisse pas indifférent. ◆

Au Festival de Marseille, la danse entre en transe

Plusieurs performances du rendez-vous international qui s'ouvre jeudi mettent à l'honneur l'émergence d'états seconds et de lâcher-prise, provoqués par la répétition incessante du mouvement.

Par
COPÉLIA MAINARDI
(à Marseille)

Certaines émotions esthétiques confinent parfois à l'expérience spirituelle. Voilà vingt ans que la chorégraphe franco-algérienne Nacera Belaza travaille à l'émergence de ces états seconds. Qu'en la nomme «transe», «lâcher-prise» ou «neutralisation du mental», cette exploration concourt à créer du mouvement différemment. «Atteindre l'absence de contrôle permet paradoxalement à l'interprète d'habiter pleinement son corps, ce qui autorise une autre relation au spectateur, plus sensible», précise l'artiste. Cette 30^e édition du Festival de Marseille, événement international de danse déployé dans une quin-

zaine de lieux, en salle ou en plein air, présente à partir de jeudi plusieurs spectacles qui travaillent ces états seconds. Pour *la Nuée*, sa dernière création, qui confronte les motifs du cercle et du rythme, Nacera Belaza a effectué une résidence à la Villa Albertine qui l'a conduite en itinérance sur le sol américain. «A Minneapolis, j'ai eu la chance d'être introduite dans un pow-wow, gigantesque cercle de chants et de danses rituelles, raconte-t-elle. Pendant plusieurs heures, plusieurs jours même, les participants circulent librement, et leurs mouvements infinis provoquent une transe rythmique interminable.» *Encantado*, créé en 2021 par la chorégraphe brésilienne Lia Rodrigues, entraîne également le spectateur dans une relation singulière à l'espace-temps. Le dispositif est à la fois

simple et d'une grande fécondité : un océan de tissus bariolé forme un gigantesque patchwork que les interprètes déroulent lentement et recomposent progressivement, se métamorphosant en autant de créatures, animaux ou personnages que l'autorisent les différentes étoffes qui évoquent les marchés populaires de Rio de Janeiro, ville où la chorégraphe a installé son centre d'art, dans la favela de la Maré.

Corps suspendus

Le titre de la pièce fait bien sûr référence à l'enchanted : en brésilien comme en français, le même terme sert à dire l'émerveillement et le sortilège. Dans la culture afro-américaine, les *encantados* sont aussi des entités animées, forces mystérieuses qui naviguent entre ciel et terre, intimement liées à une

nature aujourd'hui menacée. C'est aussi pour répondre à l'omniprésence d'une menace que Lenio Kaklea a monté *les Oiseaux*, sa dernière création, jouée pour la première fois à Marseille. Pour inviter les spectateurs dans cet univers hypnotique de corps suspendus, comme affranchis de toute gravité, la chorégraphe franco-grecque a notamment travaillé sur le son. Le bioacousticien Thierry Aubin a façonné une ambiance à partir d'enregistrements réalisés sur des îles isolées, peuplées d'immenses colonies d'oiseaux. «L'ensemble a ensuite été transformé et recomposé pour donner une matière hybride», précise l'artiste. Les interprètes, qui suivent une «partition rythmique complexe», s'attachent à recréer la trajectoire de ces créatures «qui jouent, chassent,

FESTIVAL DE MARSEILLE
du 12 juin au 6 juillet.

Valentina raconte l'histoire d'une fille et sa mère roumaines, arrivées en France sans parler un mot de français. PHOTO JEAN LOUIS FERNANDEZ



«Valentina», langage d'amour

Dans une pièce poignante, Caroline Guiela Nguyen tisse un conte autour du lien entre une mère malade et sa fille qui lui sert d'interprète, incarnées par deux formidables actrices amatrices.

Un autel transparent qui protège un cœur humain et battant, des néons, des grandes plaques en laitons qui à certains moments palpitent, des fleurs en tissu, du rose et une petite fille et sa mère (Angelina et Loredana Iancu), fabuleuses actrices amatrices qui n'avaient jamais mis un pied dans un théâtre auparavant, mère et fille dans la vie, et là, toute affaire cessante, une incise s'impose : aucun souvenir d'avoir déjà vu sur un plateau une actrice d'une dizaine d'années aussi précise, subtile, criante de vérité, et qui interprète le premier rôle. C'est le premier «miracle» de la pièce et il en dit long sur le travail de Caroline Guiela Nguyen avec ses acteurs et la confiance qu'elle a en eux. Chloé Catrin, qui interprète l'attentive directrice et le médecin qui n'a plus une seconde à elle, et surtout pas celui de se faire comprendre par sa patiente, est également formidable.

Mille-feuille. *Valentina*, après l'ample *Lacrima*, est un petit format qui peut se balader partout, sur toutes les scènes, qui s'adresse à tous à partir de 12 ans. Un petit format, petite

merveille, boîte magique à émotions qu'on n'a pas tant l'occasion d'éprouver, ni au théâtre ni ailleurs. C'est facile? Ça tire vers le mélodrame? Il y a de la musique? C'est surtout fantastiquement intelligent : en choisissant la forme du conte pour narrer une histoire prélevée sur le monde tel qu'il va (mal), Caroline Guiela Nguyen construit un mille-feuille de malentendus, mauvaises interprétations ou traductions, dans lequel se niche une histoire d'amour entre une mère et son enfant qui entraîne un vrai «miracle», de ceux qu'on est toujours prêt à croire.

Parlant d'amour, *Valentina* parle de parcours migratoire, et comment un enfant venu de loin se révèle traducteur, stratège et intercesseur entre plusieurs mondes, plusieurs pays, plusieurs cultures... Parlant de mensonge, la pièce retourne le stigmate, et invente le mensonge de type A, celui qui modifie «pour de vrai» le réel et sauve la vie. Il le fallait. L'illusion théâtrale fonctionne à plein.

C'est l'histoire banale et extraordinaire d'une petite fille et sa mère roumaines, arrivées en France sans parler un mot de français.

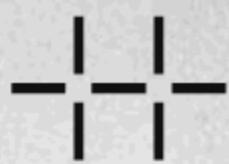
La mère (Loredana Iancu) est malade du cœur — la voix off dit «maman», ce qui provoque un sursaut, puis on s'habitue, acceptant que la pièce, en français et roumain, à hauteur d'enfant, réveille celui que chaque spectateur a été. Valentina, à qui l'école apprend qu'elle est une «allophone», se familiarise au français à une vitesse remarquable.

Mantra. Après que sa mère a usé les rares possibilités d'interprètes lors de ses consultations médicales — une amie chère en Roumanie qui ne peut accepter de transmettre les mauvais pronostics du médecin, la traduction automatique délirante de l'application sur son téléphone —, elle se résout à faire appel à son enfant. En l'armant de ce mantra : «Traduis tous les mots, mais ne les imagine jamais.» Ou : répète ce qui est dit sans en comprendre le sens. Rapidement, l'enfant s'initie à tout un tas de termes compliqués comme «échocardiographie», «comorbidité», «anévrisme», «arythmie», que la cardiologue énonce sans prendre garde à celle à qui elle parle. Mais un enfant peut-il avoir la responsabilité d'annon-

cer des nouvelles toujours plus catastrophiques à sa mère? Et une mère peut-elle accepter de faire dire sa mort prochaine par son enfant? Jour et nuit, Valentina porte le bip dont la sonnerie annoncera qu'un cœur est disponible. Il ne sonne jamais. Il lui faut inventer des mensonges pour expliquer à l'école pourquoi elle est si souvent absente. Feuilletés de mensonges, donc, dans cette pièce sur les interactions, où le spectateur se surprend à comprendre très bien le roumain. C'est en creusant le réel, grâce au Centre des récits que Caroline Guiela Nguyen a fondé et où sont recueillies et enregistrées les histoires vraies des habitants, que la metteuse en scène, directrice du TNS, a développé sa fiction. Tout est imaginé sauf l'essentiel qui irrite la pièce comme ce cœur qui bat dans l'autel : un sentiment brûlant de vérité.

ANNE DIATKINE

VALENTINA
de CAROLINE GUIELA NGUYEN
Au théâtre de la Ville, les Abbesses (75 018)
jusqu'au 15 juin puis en tournée.



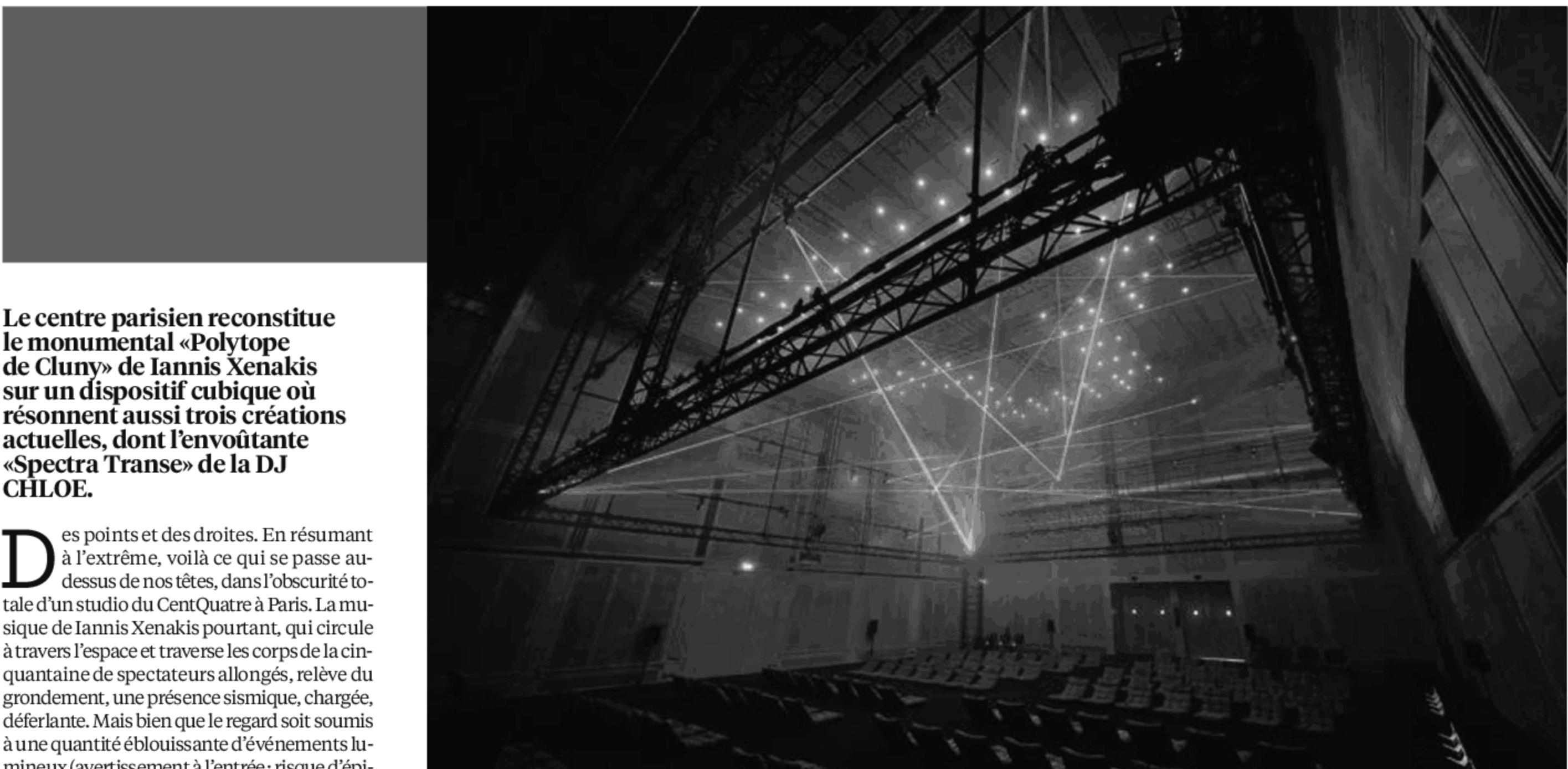
MUSÉE D'ART
MODERNE ET
CONTEMPORAIN
SAINT-ÉTIENNE
MÉTROPOLE

**CHARLOTTE
MOTH**
A ROUNDED
LANDSCAPE
UN PAYSAGE ARRONDI

19 AVRIL – 21 SEPTEMBRE 2025



SÉM
SAINT-ÉTIENNE
la métropole



Le centre parisien reconstitue le monumental «Polytope de Cluny» de Iannis Xenakis sur un dispositif cubique où résonnent aussi trois créations actuelles, dont l'envoûtante «Spectra Transe» de la DJ CHLOE.

Des points et des droites. En résumant à l'extrême, voilà ce qui se passe au-dessus de nos têtes, dans l'obscurité totale d'un studio du CentQuatre à Paris. La musique de Iannis Xenakis pourtant, qui circule à travers l'espace et traverse les corps de la cinquantaine de spectateurs allongés, relève du gondrement, une présence sismique, chargée, déferlante. Mais bien que le regard soit soumis à une quantité éblouissante d'événements lumineux (avertissement à l'entrée : risque d'épilepsie), il y a quelque chose de bizarrement léger dans l'air, une ascension dans les outils de ce langage abstrait. Une grille de flashes, trois lasers. Allumez puis éteignez, voilà du mouvement. Au plafond, 600 points lumineux forment des vagues, des zébrures, des textures ; plus bas, les lasers fixes, «simplement» réfléchis par des miroirs, dessinent dans l'espace des polygones étoilés, trois lignes, bleu, vert, rouge, qui fendent la masse sonore comme le jet d'eau à très haute pression découpe le bloc de granit. Immersés dans le *Polytope de Cluny*, les sens se dissolvent les uns dans les autres.

«Bestiau». En 2022 pour les 50 ans de sa première représentation, l'Ircam faisait renaître cette pièce monumentale de Iannis Xenakis jouée dans les thermes gallo-romains de Cluny entre 1972 et 1974, et plus jamais depuis. 200000 spectateurs s'étaient succédé dans le site archéologique parisien pour laisser couler sur eux les vingt-cinq minutes de cette expérience électro-acoustique et lumineuse, un tournant dans la carrière du compositeur grec qui vivait là son premier grand succès populaire. Si les lasers et flashes étaient disposés à l'origine sur un squelette de métal épousant l'architecture des thermes, la version 2022, reconstituée dans l'espace de projection de l'Ircam, s'inscrivait dans une architecture

cubique – et jusqu'à samedi, l'équipe ressuscite le «bestiau», comme l'appelle Thomas Bouaziz du studio d'art numérique ExperiensS à l'origine de ce complexe édifice d'ingénierie lumineuse. Le dispositif sert toujours à restituer le *Polytope de Xenakis* mais est aussi et surtout mis au service de trois pièces composées par des musiciens électroniques actuels – et d'une myriade d'autres expérimentateurs cordialement invités à venir tester les machines. Pierre Carré, conseiller en informatique musicale de l'Ircam, précise que «l'idée, c'était de concevoir un dispositif assez flexible pour pouvoir jouer d'autres choses après, sans contraindre les autres à se mettre dans les chaussures de Xenakis». Là où les différents *Polytopes* de Xenakis – de Montréal à Mycènes en passant par Cluny, il en a composé cinq – ont presque

tous été conçus sur mesure pour un lieu, une architecture, une occasion, la structure cubique actuelle fait 9 mètres de large et s'inscrit dans une réalité où, pour Thomas Bouaziz, «il y a aujourd'hui une vraie... je ne dirais pas industrie, mais en tout cas un vrai circuit de tournée pour l'art numérique, qui est très proche de la musique. Pour le bien de la création, on a réduit les dimensions pour pouvoir la faire rentrer dans plein de lieux, on a tiré dessus pour en faire une boîte à outils».

Pulsation. Parmi les artistes et collectifs de musique électronique qui se sont emparés avec bravoure de cette boîte à outils, la DJ et productrice CHLOE signe *Spectra Transe*, une œuvre de vingt minutes où Thomas Bouaziz, avec ExperiensS, s'en est donné à cœur joie dans une création lumineuse toute en tons mauves, bleus, roses. Accompagnée par Pierre Carré qui l'a aidée à s'approprier les outils techniques de spatialisation, CHLOE a développé une pièce de transe où des nappes commencent par clapoter très calmement avant de voir émerger une pulsation de danse autour du feu, allusion chamanique assez littérale d'abord mais de plus en plus trébuchante, sabotée par des éléments perturbateurs. «On n'est pas juste dans un moment de méditation, explique CHLOE. Là où Xenakis ou d'autres ont été rechercher le chaos, chez moi, ce chaos est plus souterrain. C'est moins brutal, j'emmène les gens à travers une expérience : tu pars d'ici, tu tires un longfil, et tu ne sais plus vraiment comment tu es arrivé là. J'aime que ça frôle l'intranquillité.» Au plafond, une sorte de Grande Ourse voit éclore d'autres constellations, pour peu que l'on tienne absolument à injecter du sens dans l'écriture lumineuse ; ailleurs, une aura multicolore danse comme un feu follet. Thomas Bouaziz : «On a joué avec

ce qui se passe dans les hallucinations pour construire un trip. On sort ce trip de ton esprit pour le mettre autour de toi en saturant tous les sens. Allongé sur un truc confortable, tu perds le sens de ton corps ; on veut pousser les gens à s'abandonner complètement, se laisser hypnotiser. Mettez-vous nus face au truc, absorbez tout, laissez-le entrer sans résister.» Et pourtant on résistera, hélas, à la dernière pièce, *Hexacto.Hexa.core* du duo 665.99 dont Thomas Bouaziz fait partie en tant que compositeur, pur déchaînement de violence sonore qui nous donne la sensation d'être pieds et poings liés sous une pluie de bombes. L'immersion fonctionne diablement bien, c'est sûr. Quand on dit au compositeur qu'on s'est sentie mal, que c'était «l'horreur totale», il sourit : «C'est un très beau compliment.» Qu'on se sente comme sous le feu d'une kalash à bout portant, pour lui, relève de «l'accident d'interprétation», et ça, «c'est bingo». Il insiste : «On est dans l'abstraction, pas dans le figuratif. On crée une intensité que chacun interprète comme il veut» – sauf que, dommage, on ne choisit pas ses traumatismes. CHLOE, un peu plus empathique : «La musique résonne différemment d'une personne à l'autre. Ce qui te fait peur, c'est précisément ce que d'autres vont chercher, comme à la fête foraine : t'en as qui vont faire le bateau pirate et d'autres la pêche aux canards. Les gens, quand ils parlent de musique, ils parlent d'eux, et je trouve ça assez beau de voir les évocations de chacun. J'aime voir comment les gens parlent d'eux.» Rendez-vous à la pêche aux canards.

MARIE KLOCK



La DJ et productrice CHLOE (à droite).

POLYTOPES 2025

IANNIS XENAKIS, EXPERIENSS, /NU/THING, CHLOE et 665.99
Au CentQuatre jusqu'au 14 juin.

CULTURE/

«Sous les paupières» en met plein la vue

Créé au Printemps des comédiens à Montpellier, le premier seul en scène de l'actrice Lou Chauvain exalte une histoire de fille universelle, sensible et pugnace.

En sortant de scène mercredi, au soir de la seconde représentation de *Sous les paupières*, Lou Chauvain n'était guère satisfaite de sa prestation. L'actrice déplorait ne pas s'être sentie assez en phase avec le public, pourtant chaleureux au moment du salut final. Ce qui l'avait quelque peu déstabilisée, sans que, depuis les travées garnies du Hangar Théâtre de Montpellier, on ait pu le percevoir significativement. Ainsi, l'artiste d'origine occitane s'étonnait-elle, à la différence de la première qui l'avait rassérénée, de réactions, ou, à l'inverse, de silences de l'assistance face à certains passages. Ce à quoi on pouvait sans peine lui rétorquer que, charriant tant de mots, de gestes, d'attitudes et de sons, son specta-

cle n'appelait aucune lecture unique. Qu'il semblait autant destiné à interroger qu'à amuser, attendrir, provoquer, ou interroger. Qu'on ne pouvait pas forcément intégrer en temps réel, voire parfois juste comprendre, tant d'éléments personnels, sinon intimes, souvent à la lisière de la confidence ou de la confession. Que, dans une salle de spectacle aussi, il arrive que le temps de la digestion relève de la nécessité.

Odyssée. Joué dans le cadre du Printemps des comédiens, *Sous les paupières* est donc un seul en scène jalonné d'idées, d'effets, comme de personnages, qui nous introduit auprès de proches de Lou Chauvain, quand il ne pousse pas le curseur de la catharsis jusqu'à déterrer les morts. Un récit à la première personne du singulier (ce qui n'interdit pas la collaboration, avec le musicien Pascal Sangla, l'actrice conseillère Joséphine de Meaux, la costumière Camille Ait Allouache...), épidermique, qui scrute le corps pour mieux observer comment il interagit avec la tête. L'histoire d'une vie qu'on déballe pour en sonder les sensations et,

en fine, se sentir mieux, sur une scène de théâtre à laquelle on s'accroche comme aux poutres d'un radeau.

L'odyssée commune d'une fille, somme toute universelle, à quelques indications géographiques près (l'accent ensoleillé et lourdaud d'un adulte, les mentions de Perpignan ou du mont Canigou), «sans gros drame, mais avec quelque chose qui empêche». L'observation quasi entomologique d'une gosse, qui croit encore au prince charmant, par Sissi interposée («ma première histoire, je l'ai eue avec l'empereur d'Autriche»). Puis d'une ado désespérant de voir un jour sa poitrine prendre du volume («mourir plate, c'était peut-être ça pour moi le pire»). Avant d'inoculer une forte dose d'humour dans des soucis de santé perclus de causes psychosomatiques (psoriasis, vitiligo...). De mimer un cours de natation synchronisée insolite, ou, avec crudité, la virilité fruste d'un premier rapport sexuel dont résulte un sentiment équivoque («me sentir si puissante et si femme par la douleur»). Ou de plonger dans les entrailles de la terre afin de proclamer l'amour

inaliénable pour une grand-mère enterrée au cimetière marin de Sète, «à côté de Paul Valéry».

Effronterie. En somme, «un projet d'écriture de soi», alluvion narrative qui apporte de la texture à un théâtre organique. Lequel ne rechignerait pas à entraîner sur le terrain très physique de la performance l'autrice (partie de l'exhumation d'un journal intime), metteuse en scène et interprète, qui a déjà joué sous la direction de Georges Lavaudant ou Catherine Schaub, fait un bout de chemin avec le Birgit Ensemble, et été dirigée dans des petits rôles au cinéma par Emmanuel Mouret ou Diastème. Avec ou sans micro, Lou Chauvain parle et bouge beaucoup, et vite. Ce qui, au début surtout, confère au propos un tour fragmenté, un rien abstrus, qui s'estompera. A plusieurs reprises, elle chante aussi des airs à double-fond. «Chorégraphie» avec ses seins, entre autres marques d'autodérisson, le *Modern Love* de Bowie. Ou revêt une robe écarlate

de tragédie, écho de l'Hermione qu'elle était dans l'*Andromaque* d'Yves Beaunesne, qui lui donne un certain standing, même emprêtré dans le drapé.

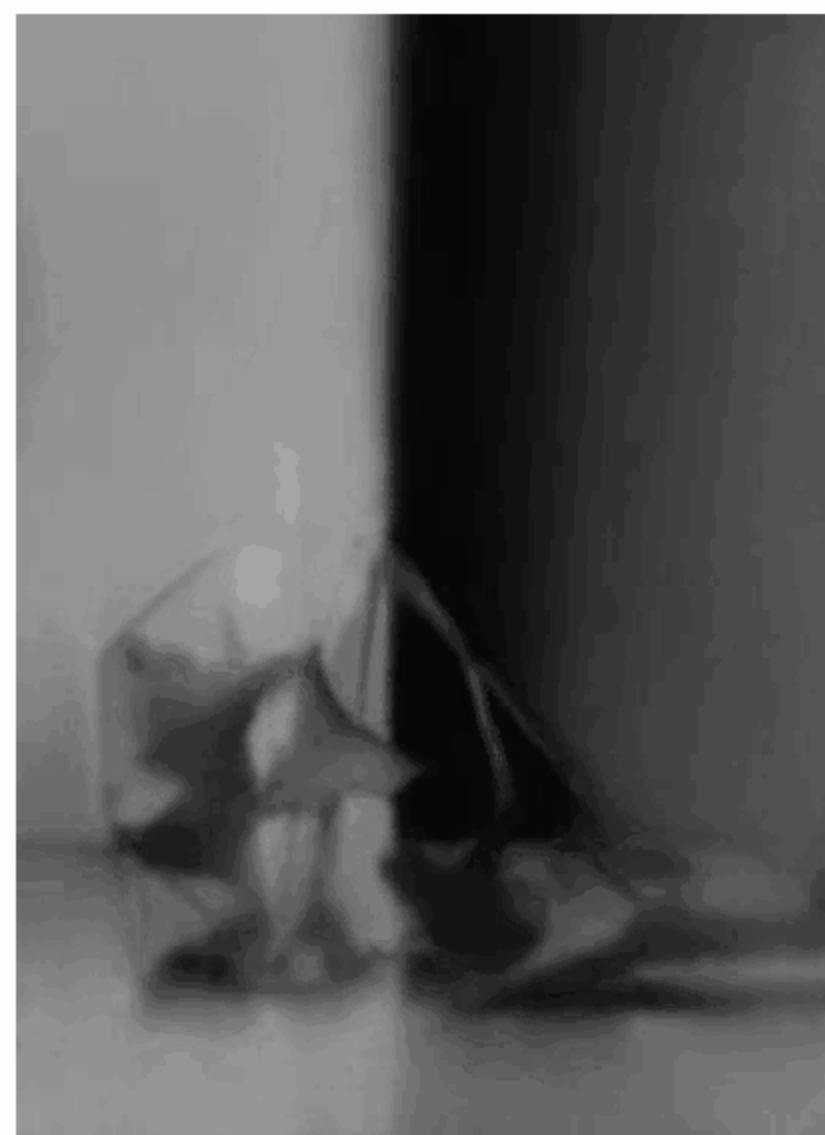
«J'assume l'effronterie de ce que je propose sur scène, le côté obscène (*Rabelais ou Jarry* ne sont pas que pour les garçons). J'assume de montrer le JE-personnage en convulsion animé par la rage de rompre le silence, de prendre la parole sur les traumatismes et la jouissance des filles. J'assume de libérer le souvenir qui sème le chaos, qui agit par en dessous et qui gratte au sang», clame la note d'intention. A lire comme la profession de foi d'un spectacle pourtant au moins autant émancipateur et fragile, que vindicatif et impudent.

GILLES RENAULT

Envoyé spécial à Montpellier

SOUS LES PAUPIÈRES

de et avec LOU CHAUVAIN
Du 5 au 24 juillet à Avignon
au théâtre du Train bleu, en février
2026 à Paris au CentQuatre, en
mars à Angoulême...



UNE AUTRE VISION DE L'ART DE 1945 À NOS JOURS

DANS LE FLOU

30 avril – 18 août 2025
Gratuit pour les - 26 ans*

NOCTURNES
TOUS LES
VENDREDIS

MUSEE-ORANGERIE.FR *membres de l'Union européenne



EN PARTENARIAT
MÉDIA AVEC



© Gerhard Richter 1982, Blurred (85-3) © Gerhard Richter 2025
© Gerhard Richter 2025 (2023-2025). Graphisme Sophie Moret, communication EPMD.

Elle muscle son tennis

Loïs Boisson Rencontre avec la joueuse de 22 ans qui a bluffé Roland-Garros, n'échouant qu'en demi-finale.



Un décor d'eau. C'est peut-être ce qu'il lui faut pour atterrir. A vrai dire, Loïs Boisson n'est pas encore totalement retombée. Ni même remise. Elle traîne quelques courbatures. Ses articulations sont encore rouillées de la veille. La Dijonnaise reprend son souffle à l'hôtel Molitor, luxueux palace jaune moutarde exposé dans le XVI^e arrondissement de Paris, repaire d'artistes underground et maison éphémère pour joueur en quête de destinée glorieuse à Roland-Garros. Elle récupère à quelques mètres de l'historique

piscine quasi centenaire. Loin de la terre, pour une fois. Enfin,

pas trop non plus : le court Philippe-Chatrier n'est qu'à une centaine de mètres à vol d'oiseau.

Point de tee-shirt bleu ni de short blanc maculé de poussière ocre. Plutôt jean large, veste en cuir marron, chevelure détaillée, sourire retrouvé. Et l'amertume d'une demi-finale infructueuse. Congédier 6-1, 6-2 en une heure et neuf minutes par la numéro deux mondiale, Coco Gauff, elle rumine parfois la déroute entre deux phrases, jamais très longues. «C'est encore frais.»

Avec son équipe, elle a vécu cloisonnée. Le portable allumé juste pour l'entourage. Pas d'interaction avec le dehors et avec

la ferveur grandissante. Une forteresse mentale. C'est tout juste si elle a vu que son compte Instagram, qui plafonnait début mai à 6 000 followers, comptait à présent plus d'abonnés qu'Arthur Fils, l'autre numéro 1 français. L'emballement national, elle l'a perçu «très vite fait. J'ai juste vu que j'avais vraiment énormément de messages. Je ne pourrais pas tous les lire».

A demi-mot, elle décrit la «fierté» d'une épope onirique, proche de l'irrationnel. Comment redescend-on de deux semaines tennistiques enchantées, de cinq exploits dont deux victoires contre les 3^e et 6^e meilleures joueuses du monde, qui métamorphosent une inconnue prometteuse en égérie inespérée du tennis féminin français ? «Çava. Je reste moi-même. Pas grand-chose n'a changé», assure l'intéressée, la moue intacte, la parole toujours aussi peu expansive. Elle pose sur son Roland les mêmes mots qu'elle employait deux mois plus tôt après son titre glané à Saint-Gaudens, un tournoi secondaire, devant une centaine de personnes. «Ce n'est pas un miracle», soutient cette fausse intruse, qui vagabondait encore au 361^e rang planétaire à la mi-mai. Une position en trompe-l'œil. Un an plus tôt, elle montait déjà sans bruit, pointait à la 152^e place. Puis lors d'un match du Trophée

Clarins, une autre levée parisienne moins cotée, ses ligaments rompent, sa carrière avec. Au début de ses six mois de convalescence, elle se fait inscrire le mot «résilience» à l'arrière du bras droit, juste au-dessus du coude. Mais les questionnements existentiels l'envahissent. «A un moment, je n'y croyais plus», glisse celle qui n'a alors que le tennis, et pas de plan B. Dans une autre vie, elle aurait peut-être été vétérinaire, ou serveuse en hôtel. Dans celle-ci, elle a d'abord grandi basketteuse. Son père, Yann, fut lui-même professionnel à l'Asvel et au Dijon Bourgogne. La jeune Loïs s'y est mise naturellement. A côté, elle se remémore une enfance «tout ce qu'il y a de plus banale», entourée d'un frère désormais coach sportif, d'une sœur et d'une mère femmes au foyer.

Tout s'est fixé pendant des vacances en Corse, lorsqu'elle s'inscrit à un stage de tennis. «J'ai direct préféré. Au basket, je voulais tout le temps avoir le ballon, mais c'était pas possible. Au tennis, je pouvais tout le temps frapper dans la balle.» Une routine s'ancre vite : école le jour, tennis le soir. Parfois, elle est aussi sur le court le midi. Un rythme immuable, jamais bouleversé par les déménagements. Loïs Boisson a été collégienne à Beaulieu-sur-Mer, près de Nice, puis lycéenne à Lyon. Sur les bancs, elle est une élève dissipée. «Je n'écoutais pas, je faisais un peu n'importe quoi.

16 mai 2003 Naissance à Dijon.
Mars 2021 Début chez les pros.
Mai 2024 Blessure aux ligaments.
Mai 2025 Demi-finale à Roland-Garros et entrée dans le top 100.

En fait, je m'investis totalement dans les choses que j'aime, et l'école, c'est pas ce que je préférais. J'attendais le moment où j'allais jouer.» Dans le tennis, son engagement est absolu. A côté d'elle, son préparateur physique, Sébastien Durand, loue une personne «extrêmement rigoureuse, disciplinée, jamais en retard, toujours à 800%, qui priorise vraiment son sport». Lorsqu'elle rencontre le chirurgien orthopédique en charge de sa rééducation, elle demande à consulter ses publications scientifiques. Un perfectionnisme presque maladif. Avant d'être cette joueuse impavide, imperméable, elle a dû se débarrasser de ses humeurs colériques, ses exaspérations démonstratives après une balle expédiée hors limite. «J'étais assez nerveuse sur un terrain, très émotive. Ça me desservait beaucoup», analyse-t-elle avec le recul. Pour mieux contrôler ses affects, elle s'est entourée d'une psychologue. «L'idée, c'était aussi de lui apprendre à savoir prendre du temps pour elle, d'accepter que le fait de ne rien faire, ça peut être bon», complète Durand.

«C'est important quand même de sortir du côté tennis, concède la néo-65^e mondiale. Hors court, je ne me prends vraiment pas la tête. Je suis un peu plus fun. J'aime bien déconner, voir mes amis. On peut parler de plein d'autres choses.» Pas de politique, a priori, qui n'«intéresse pas» celle qui n'a encore jamais glissé le moindre bulletin dans l'urne. Elle préfère écouter en boucle des morceaux de The Weeknd, ou couper deux, trois jours et rallier des destinations du sud de la France. Pour passer le temps lorsqu'elle était alitée, la jambe en vrac, elle s'est engloutie en deux mois l'intégrale de la série Friends. Entre deux programmes de sport à la télé. Ses yeux s'illuminent lorsqu'on la lance sur ses souvenirs de Roland à l'écran. Du tac au tac, elle renvoie deux syllabes : «Ra-fa. C'est Rafa qui gagne tous les ans.» De son idole espagnole, elle a hérité de la même arme : ce coup droit «lasso» déclenché à mi-hauteur, de bas en haut, pour faire tournoyer la balle, qui accélère au contact avec le sol. Un atout qu'elle entend rejouer très vite, sitôt passée sa parenthèse à Annecy, où elle habite et entend se ressourcer les prochains jours.

Un retour aux affaires sur le circuit en étant transfigurée. Son nouveau standing la motive plus qu'autre chose. Les portes lui sont grandes ouvertes. Elle n'a pas réfléchi à ce qu'elle allait faire de sa fortune naissante, elle qui cumulait 129 633 euros de gains depuis le début de sa carrière, et va encaisser un chèque de 690 000 euros. Ni aux tournois qu'elle compte disputer. La Bourguignonne sait juste deux choses : elle sera toujours entourée de son coach, Florian Reynet, son préparateur, sa nutritionniste, ses kinés, sa psy, et elle veut remporter un Grand Chelem, «voire plusieurs». En attendant, ce sera la découverte de la saison sur gazon, une surface qu'elle ne connaît pas. Pas qualifiée pour Wimbledon, elle a demandé une invitation, et espère se retrouver en juillet à piétiner l'herbe anglaise du Central. Le décor idéal pour reprendre de l'altitude. ➤

Par **ROMAIN MÉTAIRIE**
Photo **JÉRÔME BONNET**

LE PORTRAIT